



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000 +243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

Panorama de presse

14 juin 2016

Division de l'Information Publique Bureau du Porte-parole et des Relations avec les médias

Table de matières

Perception de la Monusco... 2
Presse internationale/régionale ... 2
Radio Okapi - RDC: 7 morts lors des combats entre l'armée et des présumés rebelles ADF... 2
Radio Okapi - Ituri : plus de 9 000 sinistrés d'une inondation à Djuju sont sans abris ... 3
Jeune Afrique - RD Congo : pourquoi la vente du mégaprojet minier TFM ne passe pas ... 4
VoA - Six morts lors de heurts au nord de Beni en RDC entre les FARDC et les rebelles ADF ... 5
Rfi - RDC: la marche annuelle des étudiants à Kinshasa ... 6
Rfi - RDC: ce que la Banque centrale dit de la crise de la Biac ... 7
Afp - Accrochage entre rebelles ougandais et armée congolaise: 7 morts ... 7
Afrikarabia-RDC : en Belgique, l'opposition affiche son union... et ses divisions ... 8
Reuters - Dr congo slashes growth forecast for 2016 to 5.3 pct- cenbank ... 10
Expatforum.com- Kinshasa named as most expensive city in the world for expats ... 10
Rsf- Radio stations closed in eastern DRC, others threatened... 12
Monitoring des Secteurs ... 13
Goma ... 13
Bunia... 15
Presse locale ... 16
Politique ... 16
Forum des As – Joseph Kabila pour une nouvelle impulsion aux provinces... 16
La Prospérité - Lubumbashi : Kabila évalue les Gouverneurs ... 18
La Prospérité - CENI : le Rapport annuel sur la table de Minaku ... 19
La Prospérité - Aux Gouvernements Africains. RECEF : les assises de Tunis recommandent des pratiques saines de la Démocratie ... 21
Le Phare - RDC : L'histoire se répète ... 22
Le Phare - Acte d'engagements des forces politiques et sociales acquises au changement en RD Congo réunies en Conférence à Genval, en Belgique, du 08 au 09 juin 2016 ... 23

Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.

This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.

Peace it!

facebook.com/monusco.org | twitter.com/monusco | flickr.com/monusco | www.monusco.org



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

Le Phare - Motion de remerciement des participants de la Conférence de Genval au Président Etienne Tshisekedi .....	25
Le Phare - La Majorité est formelle : «Le forum de Bruxelles est un véritable coup d'Etat contre la démocratie et la Constitution» .....	26
Le Phare - Pouvoir-Opposition : c'est la guerre des nerfs.....	27
Le Phare - Personne ne veut partir .....	29
Le Potentiel - Député de la Majorité présidentielle - Stanley Mbayo : « Il faut positiver les résolutions du conclave de l'Opposition ».....	30
Le Potentiel - Les 26 gouverneurs de provinces autour de Kabila à Lubumbashi .....	32
Sécurité .....	33
La Tempête des Tropiques - Assistance de l'UE à la réforme de la sécurité : EUSEC -RDC passe le relais à PROGRESS .....	33
Société et économie.....	35
La Tempête des Tropiques - Selon les résultats d'un projet réalisé par le Centre Monkole : 100% des Congolais exposés au paludisme.....	35
7 sur 7.cd - RD Congo : Rawbank passe le cap du milliard de dollars de total de bilan.....	36
Le Potentiel - MagEnergy facilite la production de 240 MW au Katanga .....	38
Justice et droits humains.....	39
Le Phare- Sur ordre du PGR : Muyambo retourne à Makala, l'AR proteste.....	39

## Perception de la Monusco

### Presse internationale/régionale

#### **Radio Okapi - RDC: 7 morts lors des combats entre l'armée et des présumés rebelles ADF**

13/06/16

Une accalmie s'observe lundi 13 juin après-midi au sud d'Erengeti dans le secteur de Beni Mbau, au nord de Beni; après les affrontements entre les Forces armées de la RDC (FARDC) et des présumés rebelles ougandais des ADF. Le bilan fait état de 6 rebelles et un militaire tués, selon l'armée.

Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.

This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.

*Peace it!*

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)

Les FARDC sont en train de consolider leurs positions dans la région du sud d'Erengeti, selon le porte-parole des opérations Sokola 2, le lieutenant Mak Azukay. Les présumés ADF se sont repliés dans la forêt, poursuit-il, d'où ils étaient venus.

Le trafic routier, qui a été suspendu entre Oïcha et l'ex-Province Orientale à cause de la situation, a repris cet après-midi, d'après des sources locales.

Les FARDC se sont affrontées lundi dans la matinée aux présumés rebelles ougandais des ADF dans cette région du Nord-Kivu. C'est vers 6 heures (locales) qu'une patrouille de l'armée serait tombée nez à nez avec des rebelles identifiés aux ADF entre Kokola et Parking.

Il s'en est suivi un affrontement entre les deux groupes. Selon des sources locales, des détonations d'armes lourdes se faisaient encore entendre dans la région jusqu'à la mi-journée.

Six combattants rebelles ont été tués et deux autres capturés. Cinq armes AK 47 et des munitions d'une arme d'appui ont été récupérées, selon l'armée. Côté FARDC, un soldat a été tué et deux autres blessés grièvement au cours des combats, précise le porte-parole des opérations Sokola 2.

Ces combats ont occasionné l'interruption du trafic routier sur la nationale No 4. Aucun véhicule ne pouvait quitter Oïcha pour l'ex-Province Orientale, selon des sources locales.

## **Radio Okapi - Ituri : plus de 9 000 sinistrés d'une inondation à Djugu sont sans abris**

14/06/16

Plus de neuf mille sinistrés des catastrophes naturelles dans les localités de GBI, Tchomia et Jo au bord du lac Albert, dans le territoire de Djugu (Ituri) sont sans abri depuis plusieurs semaines, a déploré la députée provinciale, Jeanine Kabiahura, dans une déclaration faite lundi 13 juin à la presse.

Les habitants des localités GBI, JO et Tchomia ont été victimes d'une inondation des eaux de la rivière JO depuis le 24 avril dernier. Plus de neuf mille personnes dont la majorité sont des femmes et des enfants passent la nuit à la belle étoile et vivent sans assistance suite à cette situation.

D'après la députée Jeanine Kabiahura, ces personnes n'ont pas aussi accès aux soins de santé depuis plus d'un mois, malgré les visites de plusieurs équipes d'évaluation des humanitaires et du gouvernorat de l'Ituri sur le lieu.

« Que les autorités nationales et provinciales s'occupent de cette population. Nous apprenons qu'il y a déjà des morts suite au manque de médicaments », a regretté la députée provinciale, Jeanine Kabiahura.

A la protection civile, son coordonnateur provincial, Elysé Mbula, indique que le gouvernement central et les organisations internationales se mobilisent pour aider les sinistrés.

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

Elysée Mbula assure que dès ce mardi, la Croix rouge de la RDC avec l'appui du Comité international de la croix rouge (CICR) procèdera à la construction des abris pour ces personnes.

## Jeune Afrique - RD Congo : pourquoi la vente du mégaprojet minier TFM ne passe pas

14/06/16

Pour les autorités, il est hors de question que l'américain Freeport-McMoRan revende le projet cuprifère de Tenke Fungurume à China Molybdenum. Peuvent-elles faire capoter l'opération ?

Le 9 mai, l'annonce par l'américain Freeport-McMoRan de la revente, via un holding immatriculé aux Bermudes, de son mégaprojet Tenke Fungurume Mining (TFM) à China Molybdenum pour 2,65 milliards de dollars (2,3 milliards d'euros) a pris tout le monde de court. Aussi bien les autorités de RD Congo que la Générale des carrières et des mines (Gécamines), qui gère les actifs publics miniers au Katanga.

Martin Kabwelulu Labilo, le ministre congolais des Mines, n'a pas sa langue dans sa poche quand il s'agit de souveraineté nationale. Il est furieux de n'avoir pas été averti des intentions du groupe basé en Arizona. « TFM est le premier producteur de cuivre du pays ! » s'est-il offusqué, le 31 mai, dans un courriel de réponse aux questions de Jeune Afrique.

### Une cession controversée

Pour lui, les modalités pour une revente sont claires : « Les accords ne permettent pas que l'actionnaire de référence se retire unilatéralement et décide seul de transférer le contrôle de TFM à une société tierce sans autorisation préalable de l'État. »

Même réaction outrée du côté de la Gécamines. D'après Albert Yuma Mulimbi, son président, « on ne peut pas vendre TFM via une société des Bermudes sans que la Gécamines réévalue l'avenir du partenariat et la solidité technique et financière du projet dans cette nouvelle configuration ». Et le bouillonnant dirigeant, également patron des patrons de RD Congo, de faire valoir que son groupe dispose d'un droit de préemption sur les actions revendues, et ce « même si la cession est effectuée au niveau de sociétés offshore ».

En théorie, la revente d'un actif via un véhicule à l'étranger n'est pas impossible si l'on s'en tient à une interprétation stricte des clauses contractuelles. Mais, en pratique, l'opération de Freeport-McMoRan sera difficile à boucler sans l'assentiment de l'État et de la Gécamines. « La RD Congo serait fondée à entreprendre une action auprès d'un tribunal arbitral international, estime un spécialiste du secteur. Les autorités prouveraient aisément que l'esprit de cette opération est contraire à celui des accords signés avec la RD Congo : le partenaire industriel du projet est clairement Freeport-McMoRan, et non une coquille vide aux Bermudes. »

---

Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

« Le groupe américain n'a d'autre choix que de coopérer avec la Gécamines et les ministres des Mines et du Portefeuille pour prouver que le choix de China Molybdenum est le bon sur les plans industriel et commercial, ajoute une source familière du dossier et proche des autorités. Dans le cas contraire, le coût d'un procès et de sa médiatisation, avec une baisse des cours en Bourse, serait très dommageable à Freeport-McMoRan. »

### **Kinshasa compte mettre la pression sur le deuxième actionnaire de référence, le canadien Lundin.**

Ce conflit n'est pas sans rappeler celui entre la RD Congo et Anvil Mining. En 2011, ce groupe canadien avait également entrepris de revendre ses parts indirectes dans le projet de Kinsevere (Katanga) à China Minmetals Corporation. « L'opposition des autorités avait entraîné la chute des actions d'Anvil sur la place de Toronto, se souvient notre source. Le groupe canadien avait été obligé de prendre en compte les exigences de l'État et de la Gécamines concernant la pérennité du projet et la préservation des intérêts nationaux. En trois jours, un accord avait été trouvé. »

#### Résolution à l'amiable

Dans l'affaire TFM, les autorités comptent particulièrement mettre la pression sur le second actionnaire de référence, le canadien Lundin, qui détient 24 % des parts du projet (contre 56 % pour Freeport-McMoRan et 20 % pour la Gécamines).

« C'est lui qui avait gagné l'appel d'offres en 1996. C'est lui qui avait supplié la RD Congo d'accepter Freeport-McMoRan comme premier actionnaire du projet au milieu des années 2000. Au sein du holding aux Bermudes, il dispose d'un droit de préemption pour faire capoter l'opération de revente à China Molybdenum. Nous avons bien l'intention de lui rappeler son rôle historique et ses responsabilités attendantes », indique une source proche du gouvernement, très remontée contre Lundin, soupçonné de spéculer sur ses parts dans le projet congolais.

Selon les connaisseurs du secteur, le différend entre les autorités et Freeport-McMoRan devrait se solder à l'amiable, par cabinets d'avocats interposés. La position du Premier ministre, Matata Ponyo Mapon, qui reconnaît ne pas pouvoir bloquer l'opération, va d'ailleurs en ce sens. Même si les divers partenaires ont théoriquement jusqu'à la fin de l'année 2016 pour statuer sur leurs droits de préemption, un accord pourrait intervenir plus tôt, au bout de quelques semaines. Malgré les déclarations médiatiques tranchées des différentes parties, celles-ci continuent de dialoguer pour y parvenir.

## **VoA - Six morts lors de heurts au nord de Beni en RDC entre les FARDC et les rebelles ADF**

13/06/16

Les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) annoncent six morts dans une attaque contre les rebelles ADF.

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)

Cinq rebelles et un militaire FARDC ont été tués lors de ses affrontements, alors qu'ils étaient en patrouille près du village de Kokkola, situé à 50 kilomètres au nord de Beni dans la province du Nord-Kivu.

Après s'être croisé avec un groupe des rebelles ADF, lundi matin, il s'en est suivi des affrontements avec l'ennemie a ajouté Mak Hazukay, porte parole FARDC, dans la région de Beni.

Cinq armes AK 47, des munitions et une arme lourde ont été récupérées. L'après midi, le trafic routier sur la nationale n°4 a été interrompu pour une question de sécurité en raison du nombre de civils qui fréquentent cette route reliant deux provinces, celle du Nord-kivu à celle d'Ituri.

## Rfi - RDC: la marche annuelle des étudiants à Kinshasa

13/06/16

En RDC, 5 000 étudiants se sont retrouvés dans les rues de Kinshasa pour une marche de santé. Aucune motivation politique derrière ce rassemblement, selon les organisateurs de cette manifestation qui a eu lieu tous les ans depuis 2010.

Mpwasa Makuma, alias BG Kanoka Kassam, est l'initiateur de la « Marche Academia », une marche de santé : « L'objectif de cette marche, c'est juste pour aider la jeunesse congolaise à pratiquer régulièrement le sport ».

A l'origine de cette initiative, la carence des infrastructures sportives pour les étudiants. « On avait quelques petits soucis par rapport aux installations sportives prévues pour l'encadrement de la jeunesse. Et par là, il fallait penser à initier un concept moins coûteux qui allait permettre à la jeunesse congolaise de redonner la place de la pratique du sport dans leur quotidien », explique Mpwasa Makuma.

Les organisateurs estiment que pour cette septième édition de la « Marche Academia » environ 5 000 étudiants ont parcouru une distance de 10 kilomètres. Partis de la commune de Limete, les marcheurs ont eu pour point de chute le « Shark Club ».

Et, parmi les marcheurs, on retrouve des enseignants, dont Henri Mova Sakani qui est également secrétaire général du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), le parti présidentiel : « La joie de tout participant à une marche, mais en plus de ça, retrouver toute cette jouvence, cette énergie dans la jeunesse congolaise de toutes les universités, toutes les grandes écoles de Kinshasa rassemblées pour célébrer la santé.

Pendant sept ans, j'étais en Belgique, ambassadeur du Congo en Belgique. Donc je ne pouvais pas récupérer quelque chose que je ne connaissais pas. Mais quand je suis arrivé ici, ils m'ont intéressé et je suis là à titre tout à fait privé, en tant que professeur d'université ».

Les organisateurs de la « Marche Academia » envisagent d'institutionnaliser cette manifestation pour en faire un événement continental.

## Rfi - RDC: ce que la Banque centrale dit de la crise de la Biac

13/06/16

En République démocratique du Congo (RDC), le parquet général de la République envisage des poursuites contre l'ex-direction de la Banque internationale pour l'Afrique au Congo (Biac) et ses actionnaires. Le gouverneur de la Banque centrale a porté plainte fin mai et dans les jours qui ont suivi, des mesures conservatoires ont été prises avec des requêtes pour geler les avoirs et les comptes de personnalités et entreprises citées.

Du côté des actionnaires comme de l'ancienne direction, on dément toute malversation. La Biac était sous surveillance de la banque centrale depuis 2012. La dernière mission d'audit date de l'an dernier avec un rapport finalement remis en février 2016, quelques semaines avant la plainte déposée par la Banque centrale.

L'actionnaire majoritaire, la famille Blattner, et les entreprises qu'elle contrôle, sont bel et bien accusés de plusieurs maux : manque de transparence avec des sociétés ayant leurs sièges dans des paradis fiscaux, ingérence dans la gestion de la banque, y compris jusqu'à la nomination d'un des fils à un poste de responsabilité, 17 millions de créances, dont une partie douteuse, et très peu d'investissements.

Des investissements qui auraient été nécessaires aux réformes engagées pour remettre la banque sur pied. Le rapport de février 2016 souligne également que la Biac vit au-dessus de ses moyens, avec des salaires et des avantages sociaux pour ses dirigeants trop élevés pour une banque en difficulté. Mais la Banque centrale reconnaît des efforts, même si insuffisants, de la part de l'ex-direction et Michel Losembe, pour assainir la gestion depuis leur précédent audit en 2012.

Autre révélation de ce rapport : la part de responsabilité de l'Etat dans la fragilité de l'établissement bancaire avec près de 30 millions de dollars de créances douteuses, à surveiller, et des mauvais payeurs publics comme la société congolaise des postes et télécommunication et la police nationale. En mai dernier, devant les députés, le gouverneur de la Banque centrale avait toutefois reconnu que malgré tout, si l'État ne lui avait pas ordonné de retirer 40 milliards de francs CFA de refinancement à la Biac, la banque n'aurait jamais connu une telle situation.

## Afp - Accrochage entre rebelles ougandais et armée congolaise: 7 morts

13/06/16

---

Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)

L'armée congolaise a annoncé lundi la mort de six rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées (ADF) et d'un militaire congolais lors d'un accrochage dans la région de Beni, dans l'est de la République démocratique du Congo, théâtre de massacres récurrents.

Le lieutenant Mak Hazukay, porte-parole de l'opération Sukola 1, chargée de combattre le groupe armé, a alourdi le bilan de "cinq ADF" tués donné un peu plus tôt, et a déclaré à l'AFP que l'armée a enregistré également "deux blessés graves", dans ses rangs.

L'affrontement a eu lieu dans la localité de Kokola dans l'extrême nord de la province troublée du Nord-Kivu. Rebelles musulmans installés dans l'est de la RDC depuis 1995, les ADF sont opposés au président ougandais Yoweri Museveni, au pouvoir depuis 1986 et réélu en février.

La Mission de l'ONU en RDC (Monusco) et le gouvernement congolais les tiennent pour responsables d'une série de massacres ayant coûté la vie à plus de 600 civils dans la région de Beni depuis octobre 2014.

Cette appréciation est remise en cause par un récent rapport du Groupe d'étude sur le Congo (GEC) de l'Université de New York (NYU), selon lequel les ADF portent effectivement une part très importante de responsabilité dans ces tueries, mais au côté d'autres éléments armés, parmi lesquels des soldats de l'armée régulière.

Le Nord-Kivu est déchiré depuis plus de vingt ans par des conflits armés alimentés par des différends ethniques et fonciers, la concurrence pour le contrôle des ressources minières et des rivalités entre puissances régionales.

## **Afrikarabia-RDC : en Belgique, l'opposition affiche son union... et ses divisions**

13/06/16

Une grande partie de l'opposition congolaise s'est réunie pendant deux jours pour dire « non » au maintien du Joseph Kabila après la fin de son mandat. Une union qui dissimule mal les divergences entre les multiples composantes de l'opposition et la guerre des chefs entre Tshisekedi, Katumbi et Kamerhe.

Réunir les principales plateformes d'opposition sous l'égide de l'opposant historique Etienne Tshisekedi... voilà un tour de force réussi que l'on imaginait mal il y a encore quelques semaines. Pourtant, pendant deux jours, une centaine de délégués de l'opposition et de la société civile se sont retrouvés en « conclave » autour du « vieux sage » Etienne Tshisekedi... une première pour le patron de l'UDPS qui avait plutôt tendance à faire le vide depuis la réélection contestée de Joseph Kabila en 2011.

La dizaine d'heures de discussion a permis d'aboutir à un document commun qui devrait servir de socle à ce nouveau rassemblement d'opposants (un de plus alors qu'il y a déjà au moins trois grandes

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

plateformes d'opposition). L'acte d'engagement de ces forces politiques prône le changement et l'alternance démocratique au Congo, « le deuxième et dernier mandat de Joseph Kabila prenant fin le 19 décembre 2016 à minuit ». Des opposants qui sont tous d'accord pour dire « non à toute idée de référendum pour élaborer une nouvelle Constitution, non au dialogue convoqué par Joseph Kabila et non au dédoublement des partis politiques ».

Une participation au dialogue toujours polémique

Le « conclave » est également tombé d'accord sur la nécessité de mise en oeuvre de la résolution 2277 de l'ONU qui propose un dialogue politique afin de tenir les élections présidentielle et législatives dans les délais... une hypothèse désormais « intenable » selon les propres déclarations de la Commission électorale (CENI). Est également exigé : la présence d'une médiation internationale, la libération des prisonniers politiques et la libéralisation de l'espace politique ainsi que la réouverture des médias privés fermés arbitrairement.

Mais derrière ces points d'accord (dont aucun n'est vraiment nouveau) pointent également les divergences de l'opposition. Le premier point de fixation du conclave a concerné le dialogue. Et l'UDPS s'est toujours démarquée sur la question. Notamment par rapport à la Dynamique de l'opposition (composée entre autre de l'UNC de Vital Kamerhe et du MLC de Jean-Pierre Bemba) qui a toujours affirmé sa farouche opposition au principe du dialogue, considéré comme une manoeuvre de Joseph Kabila pour s'accrocher au pouvoir. Les participants au « conclave » se sont finalement rallier à la position de l'UDPS qui consiste à un dialogue « sous condition » et « sous médiation internationale ».

### L'ombre de Katumbi

La participation ou non à un dialogue avec Joseph Kabila fait donc toujours débat. Les deux grands absents du « conclave » de Belgique étaient d'ailleurs deux opposants les plus farouches au dialogue : Vital Kamerhe, le patron de l'UNC et Eve Bazaïba, la secrétaire générale du MLC. L'absence (très remarqué) de Vital Kamerhe ne tient pas au simple désaccord sur le dialogue.

Pour l'ancien président de l'Assemblée nationale, la raison de son absence s'appelle plutôt Moïse Katumbi, un autre candidat possible à la prochaine présidentielle... et donc concurrent direct. Il faut dire que derrière le grand raout de Genval se profile l'ombre de l'ancien gouverneur du Katanga, lui aussi absent, mais pour « raison de santé ».

L'entourage de Moïse Katumbi était très présent dans l'organisation du « conclave » et le président du TP Mazembe fait depuis de longues semaines des appels du pied à l'UDPS pour se rapprocher d'Etienne Tshisekedi. Pour certains observateurs, Moïse Katumbi serait en quête d'un « certificat d'opposant » délivré par Tshisekedi en personne.

Il faut dire que l'ancien gouverneur du Katanga, ex-allié du président Kabila, vient tout juste de débarquer dans la galaxie de l'opposition... sous l'oeil plus ou moins bienveillant des opposants de la première heure. Un rapprochement avec le « vieux sage » pourrait lui permettre d'élargir sa base, pour le moment limitée aux ex-frondeurs de la majorité réunis au sein du G7 et à l'AR (Alternance pour la République).

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](https://www.monusco.org)



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

## Un rêve de transition

En retour, Etienne Tshisekedi pourra sans doute compter sur Katumbi et ses soutiens afin de décrocher une hypothétique présidence de transition. Car à l'UDPS, le mot est sur toutes les bouches, même s'il n'a jamais été prononcé en public pendant le « conclave ». L'opposant historique se rêve désormais en sauveur du pays en cas de glissement du calendrier électoral. Une transition qu'il voudrait négocier avec le président sortant et la communauté internationale.

Seul problème pour le moment : ni Kabila, ni les bailleurs de la RDC ne semblent emballés par cette solution. Hors micro, il faut également dire que beaucoup de participants au « conclave » se pose des questions sur la réelle capacité physique d'Etienne Tshisekedi, 83 ans, à pouvoir assumer cette lourde charge. En fin de compte, ce rassemblement, sous ses dehors d'union de l'opposition, ressemble plutôt à un jeu de dupe : Tshisekedi voudrait accéder à une présidence de transition que personne ne souhaite, en échange de quoi il soutiendrait ensuite la candidature de Katumbi, dont le troisième homme, Vital Kamerhe, ne veut pas.

Chacun joue désormais sa partition : Tshisekedi pour négocier une transition, Katumbi pour s'imposer en leader de l'opposition et Kamerhe pour continuer à peser afin de négocier in fine la primature. Chacun dans son rôle... en attendant le prochain scénario concocté par un Joseph Kabila jamais en manque d'imagination pour continuer à se maintenir au pouvoir.

## Reuters - Dr congo slashes growth forecast for 2016 to 5.3 pct-cenbank

14/06/16

The central bank of the Democratic Republic of Congo has slashed its forecast for economic growth in 2016 to 5.3 percent, compared with 6.9 percent last year, according to a statement obtained by Reuters on Monday. Its previous estimate in April projected growth at 6.6 percent for this year.

## Expatforum.com- Kinshasa named as most expensive city in the world for expats

13/06/16

The city of Kinshasa, in the Democratic Republic of the Congo, is the world's most expensive location for expats, mainly due to currency changes, new research shows.

All expats know that their living costs are likely to be affected by currency fluctuations at some point and in the case of Kinshasa it is due to the Congolese Franc appreciating against most major currencies around the world and in particular the Swiss Franc.

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)

The latest cost of living survey from employee management firm ECA International shows that Kinshasa tops the global 2016 rankings but this may not last with the Congolese economy and the currency under pressure from falling commodity prices, especially copper and cobalt.

“The cost of importing and transporting items, commonly purchased by international assignees in this location, is high due to poor infrastructure, corruption and the ongoing risk of conflict in the area,” said Steven Kilfedder, ECA International manager for Cost of Living and Remuneration Services.

This year’s survey also shows that Hong Kong now the second most expensive location for expats in Asia and ninth globally. Again, this is due to currency as during the past 12 months the Hong Kong dollar appreciated against most currencies contributing to Hong Kong’s rise in the rankings.

The Japanese locations covered by the survey all moved back into the global top 15 most expensive cities with Tokyo once again the most expensive location in Asia, rising from seventh in the regional rankings last year.

“The appreciation of the yen in recent months against other major currencies is a significant reason for this rise in the rankings. This means that for many companies, the cost of maintaining their assignees’ purchasing power while posted there has increased,” said Lee Quane, ECA International regional director for Asia.

Shanghai, which was ranked as the most expensive location for expats in the Asia Pacific region a year ago, has moved down two places to the third most expensive. Within China, Shanghai at 10th globally is just ahead of Beijing at 11, Guangzhou at 15th and Shenzhen at 24.

Indeed, 11 of the 14 Chinese cities included in the rankings dropped positions in the global rankings this year. However, all 14 ranked Chinese cities still rank in the global top 50 most expensive locations for expatriates.

“We have seen a small depreciation of the renminbi against the yen and HK dollar over the past year, this has led to Shanghai and Beijing falling below Tokyo and Hong Kong in the rankings,” explained Quane.

“However, this does not truly reflect the general trend seen in China over the past five years with locations in mainland China averaging a 54 place increase in the global rankings over this time period. It is likely that major Chinese cities will remain expensive destinations for mobile executives for the foreseeable future,” Quane added.

Overall Singapore has remained relatively stationary in the Asia Pacific regional rankings, moving down to 10th position from ninth last year, it has climbed one place to 18th position on the global stage.

## Rsf- Radio stations closed in eastern DRC, others threatened

13/06/16

Reporters Without Borders (RSF) condemns the closure or threatened closure of several radio stations in the east of the Democratic Republic of Congo in the past few days on bureaucratic grounds. RSF believes the aim is to put pressure on the media and prevent hostile reactions to the now unavoidable postponement of the presidential election initially planned in October 2016.

In the latest case, radio stations in the Baraka region of the eastern province of Sud-Kivu were notified on 8 June that they will be closed if they do not pay 1,500 US dollars for a "broadcast permit." This is a large sum for what are mainly community radio stations and most will be unable to pay. The head of the department of posts and telecommunications in the city of Baraka said the order came from the central administration and is meant to be applied throughout the country.

In Bukavu, the capital of Sud-Kivu province, Radio Iriba FM was forcibly closed on 2 June on the orders of the provincial tax department on the grounds that it had not paid all its taxes. The station's director, Donat Musema, is contesting the order and says he has paid most of his taxes, unlike other radio stations in Bukavu that are still operating. He regards its closure as a political reprisal for the fact that he sometimes interviews opposition representatives. Musema has been the target of frequent harassment and even death threats, for which a government employee was convicted in March.

Meanwhile, Radio Paon, a community radio station in Munguredjipa, in the neighbouring eastern province of Nord-Kivu, is the victim of an act of censorship by soldiers and members of the National Intelligence Agency (ANR), who arrested the station's manager, Aimé Kibendelwa, on 4 June and confiscated its transmitter. Kibendelwa was released on 7 June after MONUSCO, the United Nations mission in the DRC, intervened but the ANR is refusing to return the transmitter and is demanding 500 US dollars for it.

"The authorities have acted without reference to the courts in these three cases," RSF said. "This is a complete violation of the DRC's law, which says that only a prosecutor has the power to close a media outlet. In the currently very tense political situation, it is vital that such politically-motivated intimidation of the media should stop, so that they are free to do their job of providing news and information."

In a separate development, mobile phone companies have announced an increase in Internet service tariffs ranging from 35 to 500 percent, causing panic in the journalistic community, which largely relies on mobile Internet services to transmit and receive information. Tariff hikes on this scale would also limit the public's ability to follow the news online, as most Congolese lack fixed-line Internet connections at home. The deputy minister responsible for Internet matters said he would examine the announced hikes, which seem to have been coordinated and, if so, would violate the rules on competition.

---

Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

The DRC is ranked 152nd out of 180 countries in RSF's 2016 World Press Freedom Index.

## Monitoring des Secteurs

### Goma

#### RADIO KIVU I

1. Les FARDC ont tué 5 ADF et ont perdu plus ou moins un élément. C'était au cours des combats ce lundi matin qui ont duré une heure sur l'axe KOKOLA et PARKING en Beni territoire dans le groupement BAMBUBA KISIKI. Le porte-parole de l'opération SOKOLA1, MAK HAZUKAY, confirme ce bilan. Notre permanent à Beni, Yassin KOMBI, ajoute que c'est une patrouille des FARDC qui est tombé nez à nez avec les ADF.
2. L'abbé Malu malu est vivant. Voici le mail envoyé par Monseigneur Melchisedek SIKULI depuis Dallas qui confirme que l'abbé MALUMALU est toujours vivant. Nous vous le lisons in extenso : « je suis à Dallas dans la délégation venue pour rendre visite à l'abbé MALUMALU. Ce dernier est dans son lit d'hôpital, il nous a reconnu avec un visage serein et réconforté par notre présence. Il a prié avec nous et de la main gauche, il a fait le signe de la croix quand je donne la bénédiction. Tout indique qu'il n'a jamais connu de mort clinique ou de mort de cerveau. Veuillez communiquer cette nouvelle au prof MAFIKIRI ainsi qu'au diocésain » signé Monseigneur SIKULI. C'était le mail de Monseigneur SIKULI. Et joint à Bruxelles, le recteur de l'université catholique du Graben de Butembo, le professeur MAFIKIRI TSHONGO a confirmé avoir lu le mail de l'évêque SIKULI et a répercuté le message que l'abbé MALUMALU est vivant.
3. Valentin MUBAKE dénonce les opposants qui étaient au conclave de Bruxelles et veulent utiliser l'UDPS comme un marchepied et selon ses propres mots comme une blanchisserie. Dans une causerie morale à Kinshasa avec les cadres et autres membres de l'UDPS, ce haut cadre et ancien conseiller politique d'Etienne TSHISEKEDI dit ne pas reconnaître certains des opposants qui se sont précipités à Bruxelles pour se photographier avec Etienne TSHISEKEDI afin de se redonner de la valeur, fin de citation. Quant à Justine KASAVUBU, opposante radicale et ancienne cadre de l'UDPS et également ancienne ministre de la justice du feu MZEE DESIRE KABILA, elle dénonce la tenue de ce conclave à Bruxelles chez le colonisateur 56 ans après l'indépendance de notre pays. La fille du premier président de la RDC a dit que certain opposants qui ont participé à ce conclave sont des traîtres qui ont vendu notre pays. Justine KASAVUBU s'est aussi interrogée sur la facture du conclave ainsi que celui qui a supporté les frais.

#### RADIOTELEVISION COMMUNAUTAIRE TAYNA, RTCT

1. Steve Mbikayi cadre de l'opposition pro-dialogue propose une transition en RDC pour décrier la crise politique au pays. En réaction, le PPRD dit ne pas être d'accord avec cette proposition de transition comme sortie de la crise. Steeve Mbikayi propose un dialogue axé sur un compromis

---

Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

facebook.com/monusco.org | twitter.com/monusco | flickr.com/monusco | www.monusco.org



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

sur le calendrier électoral, la transition, la reconstitution de la CENI et de la Cour constitutionnelle. Pour Cyril Muhongya, Secrétaire exécutif du PPDRD au Nord-Kivu, la Constitution est claire : le président actuel va rester en fonction le temps que la CENI cherchera à extirper les irrégularités dans le fichier électoral. Chercher à faire des supputations risque de nous ramener à la formule de 1 président plus 4 vice-présidents comme lors de la transition de 2004.

2. 5 mort c'est le bilan des échauffourées entre les déplacés et les autochtones de Buleusa au sud du territoire de Lubero près de Miriki. Tous les camps de déplacés de Buleusa ont été incendiés. Les sources locales affirment que depuis la nuit de dimanche la situation était déjà confuse à Buleusa. Tout était parti de quelques déplacés hutus qui auraient été aperçus avec des armes à feu dans le camps de déplacés, ce qui avait fait penser à la présence des rebelles hutu rwandais des fdlrs dans les camps de déplacés. Un jeune garçon autochtone avait donc été agressé puis tué, ce qui a remonté la colère des autochtones qui ont brûlé trois camps de déplacés. Il y a deux jours la société civile de la place dit avoir alerté les autorités sur une tension qui était déjà perceptible entre habitants et déplacés. La société civile déplore ce qu'elle qualifie d'indifférence des autorités.

## RADIO OKAPI ANTENNE DE GOMA

1. Une accalmie s'observe dans la région de Kokola et parking, au sud D'Erengeti. C'est dans le groupement Bambuba-Kisiku, secteur de Beni Mbau, au Nord de Beni-ville. C'est après les affrontements entre les FARDC et les rebelles ougandais, ADF. Le bilan, selon le porte-parole des opérations Sokola 2, fait état de 6 ADF tués, 5 armes récupérées et de la mort d'un soldat FARDC. Entre-temps l'armée dit poursuivre la consolidation de ses positions.
2. Une grande panique s'est emparée la nuit dernière des populations de la localité de Buleusa. C'est en groupement Ikobo, à la limite des territoires de Lubero et Walikale. Un groupe de présumés FDLR armés auraient été aperçus aux alentours du village, semant la panique au sein des populations. La plupart des habitants ont fui la localité...
3. Démarrage ce lundi des travaux de construction du barrage hydroélectrique de Luhiro. C'est à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest du chef-lieu du territoire de Lubero. La confirmation est du Directeur provincial de l'ICCN/Nord-Kivu et responsable de l'Alliance Virunga. Les travaux, prévus pour une durée de 30 mois se feront sur financement de l'Union Européenne.
4. Deux ans déjà, depuis la disparition d'Emmanuel Muhima. Cet activiste des droits humains et Coordonnateur du Réseau d'actions citoyennes pour la Démocratie (RACID) avait disparu, à Kanyasheja en territoire de Nyiragongo. Plusieurs organisations des Droits de l'homme, soutiennent que Emmanuel Muhima a été enlevé par les troupes rwandaises, lors des accrochages entre l'armée rwandaise et congolaise le 11 juin 2014. Depuis, aucune nouvelle de lui. Le Centre d'Etude pour la Promotion de la Paix, la Démocratie et les Droits de l'homme, CEPADHO, sollicite l'implication des autorités congolaises et de la communauté internationale pour éclairer l'opinion sur le sort de cet activiste.

---

Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)

5. Les communautés de Walikale et la compagnie minière Alphamine Bisie Mining ont signé le samedi à Kinshasa l'avenant au protocole d'accord du 6 avril 2016 liant les deux parties. Les députés nationaux et provinciaux élus de Walikale ont signé comme témoins en présence du ministre des mines. Pour Martin Kabwelulu, le territoire de Walikale est la première entité à exiger un accord avec l'investisseur avant qu'il ne démarre ses activités.

## Bunia

### Radio Canal Révélation

1. Lancement hier lundi des travaux de numérotage des parcelles par le maire de la ville, les travaux qui seront exécutés par l'entreprise SOCOTRANSCO. Selon le maire de la ville de Bunia c'est pour faciliter l'accès rapide des agents de l'ordre pour l'intervention quand il y a problème. Chaque famille paiera 8000FC pour avoir la plaque parcellaire. Pourquoi 8000Fc ? Selon le manager de l'entreprise, c'est pour l'impression des plaques, prise en charge des travailleurs et la main d'œuvre.
2. Les plus de 8000 personnes frappées par la catastrophe de Jo il y a deux mois n'ont jamais reçu d'aide malgré plusieurs missions d'évaluation des humanitaires. Ces déplacés sont hébergés par des familles d'accueil à Kasenyi et à Tchomia. C'est l'Honorable Jeanine Kabiahura qui a dénoncé cette situation. Pour le chef de bureau de la protection civile, l'intervention commence dès la semaine prochaine avec les humanitaires comme Trocaire ,Solidarité, Apec.
3. Le président de jeunes Hema monte au créneau pour dénoncer le silence des autorités provinciales sur les tueries dans le Bahema Sud. Ce dernier pointe du doigt les éléments FRPI. Le dernier cas est celui de samedi où un éleveur a été tué à Kaliabungu vers Jo.

### Radio Télé Salama

1. L'inspecteur principal de l'enseignement met en garde les responsables des écoles pour les frais fantaisistes qu'ils perçoivent chez les finalistes pour l'obtention du diplôme. L'inspecteur reconnaît 26000FC fixé par le gouvernement et aucun autre frais. L'inspecteur a également appelé les finalistes à ne pas acheter les ITEM qui circulent ces derniers jours soit disant venus de Kinshasa. Pour lui, ce sont des escrocs qui veulent voler les enfants.
2. Les propriétaires des parcelles doivent désormais payer 8000FC pour avoir la plaque qui doit être posée sur chaque parcelle pour l'identification et accès rapide

---

Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

aux agents de l'ordre pour l'intervention. C'est hier lundi qu'il y eu le lancement de traçage des avenues et d'identification des parcelles. Les travaux seront exécutés par la société SOCOTRANSCO.

## Presse locale

## Politique

### **Forum des As – Joseph Kabila pour une nouvelle impulsion aux provinces**

14/06/16

C'est à Lubumbashi, dans la province du Haut-Katanga, que le président Joseph Kabila a décidé de tenir la 4ème Conférence des gouverneurs de la Gouverneurs de la république démocratique du Congo. Démarrée hier lundi 13 juin, cette rencontre rassemble pour la première fois les 26 gouverneurs du pays, dont la majorité vient de provinces issues du démembrement.

Le choix de la ville de Lubumbashi n'est pas du tout anodin, révèle Evariste Boshab, le Vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur et rapporteur de la conférence. Fief de la résistance au processus de démembrement prôné par le Législateur congolais, la capitale cuprifère a attiré l'attention du chef de l'Etat qui tient à donner une nouvelle impulsion à ces entités décentralisées, signale le ministre.

Dans son discours marquant l'ouverture des travaux, le chef de l'Etat congolais, s'adressant aux gouverneurs de provinces, a donné des orientations précises au sujet de grands problèmes qui concernent la nation, a fait remarquer Evariste Boshab.

#### **UN DEFI AUX ANTI-DEMEMBREMENT**

« M. Evariste Boshab a souligné, à cet effet, le caractère historique de cette conférence, étant donné que dans l'ancienne province du Katanga, « il y a eu une sorte de résistance au découpage territorial, tel que le constituant l'avait prévu ».

Selon une dépêche de l'Agence congolaise de presse, le rapporteur de la conférence s'est, par ailleurs, réjoui de constater qu'aujourd'hui, « il y a la cohésion entre la population et la haute direction du pays », se moquant de « certains notables qui pensent que leurs points de vue représentent celui de la population ».

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)



**PROTEGER**

**STABILISER**

**CONSOLIDER LA PAIX**

« Vous vous êtes rendu compte que les 26 provinces sont effectives, à la grande satisfaction de toute notre population ! », a martelé Evariste Boshab, avant d'indiquer que chaque gouverneur de province a présenté, non seulement la carte postale de sa province, mais aussi ses atouts et les principales difficultés auxquelles elle fait face. « Le chef de l'Etat a dû écouter chacun des intervenants pendant deux heures, les laissant s'exprimer en toute quiétude », a souligné la rapporteur de la conférence.

## **LE GOUVERNEMENT A LA BARRE**

Prévues jusqu'au mercredi 15 juin, ces assises rassemblent autour d'une même table le Président de la République, le Premier ministre Matata Ponyo et ses ministres, de même que les gouverneurs des 26 provinces. Ce mardi, les travaux vont se poursuivre en commissions, et mercredi, le chef du Gouvernement va répondre aux préoccupations des chefs des exécutifs provinciaux. Ce sera, selon Boshab, l'occasion d'assister « au débat entre le chef du gouvernement et les chefs des exécutifs provinciaux ».

Cette rencontre intervient au moment où la loi des finances 2016 est passée de 8 milliards à 6 milliards USD, alors que les gouverneurs de provinces se plaignent de manquer du financement pour appuyer le développement de leurs entités territoriales. Plusieurs observateurs redoutent que leurs revendications ne puissent trouver du répondant dans l'immédiat, au regard de la réduction du budget national.

## **LES REQUETES DES PROVINCES**

Abordé par la presse locale quelques jours avant le démarrage des travaux, le gouverneur Julien Paluku du Nord-Kivu a estimé que « cette rencontre est une occasion pour que tous les problèmes qui bloquent le développement des entités soient évoqués ».

Le Nord-Kivu, par exemple, est confronté, depuis plusieurs années, à l'insécurité qui affecte sa politique de développement. Toute en s'attendant à une solution dans l'immédiat, Julien Paluku s'attend à voir l'agriculture devenir un pilier majeur du développement de sa province.

Pour Tony Bolamba de l'Equateur, l'électricité et l'eau potable ainsi que le déficit de l'agriculture sont les principaux défis à relever. Quant à la province du Haut-Lomami, c'est l'enclavement géographique qui freine le développement, soutient son gouverneur, Célestin Mbuyu. Il fait également allusion au problème de fourniture de l'énergie électrique, et s'attend aussi à voir l'agriculture, devenir le gage de développement de son entité.

## **DES ATTENTES INASSOUVIES**

« Deux mois après l'élection des gouverneurs en effet, les gouvernements provinciaux peinent à se mettre au travail, faute de frais d'installation. Les cabinets des ministres provinciaux de plusieurs gouvernements ne sont pas encore constitués. Une situation qui est à la base de multiples navettes des gouverneurs à Kinshasa », commentent des sources onusiennes.

« Ces autorités provinciales disent se battre, en sillonnant les différents couloirs de l'exécutif national pour obtenir des financements. Pourtant, en mars dernier, lors d'une rencontre des anciens et nouveaux

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

gouverneurs à Kinshasa, les priorités d'actions pour relancer les nouvelles provinces avaient été définies », rappelle la radio Okapi.

« D'après Julien Paluku, le porte-parole des gouverneurs, précise la radio, il s'agissait entre autres de l'ouverture des routes de desserte agricole et de la connectivité entre les différentes provinces. Mais, le décaissement des fonds de la part du gouvernement central n'a pas suivi ».

## CONSOLIDER LA DECENTRALISATION

Placée sous le thème « La consolidation de la décentralisation comme facteur de développement et d'émergence », la conférence des gouverneurs est une première depuis que la RDC est passée de 11 à 26 provinces à la faveur d'un découpage territorial, prévu dans la Constitution congolaise.

Déterminés à assurer le succès de ces assises, des experts des gouvernements provinciaux et ceux du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation se sont réunis le dimanche 12 juin au gouvernorat de la province du Haut-Katanga pour préparer cette rencontre.

## La Prospérité - Lubumbashi : Kabila évalue les Gouverneurs

14/06/16

Le Président de la RDC a procédé, lundi 13 juin, dans la ville cuprifère, au lancement des travaux de la 4ème Conférence des Gouverneurs de province de la RDC. Dans les milieux proches du pouvoir, l'accent a été mis sur le bain de foule que le Président de la République s'est offert à sa descente d'avion à Lubumbashi. Au-delà des apparences, la 4ème Conférence des Gouverneurs doit traiter des problèmes sérieux qui minent le fonctionnement des provinces du pays.

Cela fait au moins deux mois que les Gouverneurs ont été élus. A l'exception d'une infime minorité, au Kwango et dans le Haut-Lomami pour ne citer que ceux-là, partout ailleurs, on attend indéfiniment les équipes gouvernementales provinciales.

Autrement dit, les Gouverneurs n'ont pas encore commencé leur travail. C'est, du moins, l'impression que l'opinion se fait. Pourtant, ce ne sont pas les priorités qui manquent. Les provinces notamment, celles qui viennent de voir le jour à l'issue du découpage à marche forcée, n'ont pas d'infrastructures de base.

Au Tanganyika, le Gouverneur Célestin Mbuyu est buté à des problèmes d'enclavement géographique de sa province. La fourniture de l'énergie électrique fait également défaut. Célestin Mbuyu doit, par ailleurs, se battre pour révolutionner l'agriculture qu'il considère comme un gage de développement de la province de Haut-Lomami.

A l'Equateur, on fait état des mêmes difficultés. Le Gouverneur Tony Bolamba doit trouver des moyens pour résoudre le déficit en électricité, fournir de l'eau potable à la population, relancer l'agriculture, etc.

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

Le Nord-Kivu a la particularité d'avoir un Gouverneur qui bat le record de longévité. Il est revenu, comme chaque année, avec les mêmes problèmes : insécurité, agriculture à l'état embryonnaire, etc.

Jusqu'à la clôture des travaux, mercredi 15 juin, il est prévu que les Gouverneurs présentent les états de besoins de leurs provinces. Le Président de la République et le Premier Ministre sont présents à cette Conférence de Lubumbashi. Ce sera pour la deuxième fois, en trois mois, que les provinces font parvenir directement leurs difficultés au pouvoir central.

C'est en mars que les priorités des exécutifs provinciaux avaient été définies sans que les finances ne suivent. Aujourd'hui, le budget de l'Etat pour l'exercice 2016 a été revu à la baisse. De 8 milliards de dollars américains, initialement, les recettes et les dépenses de l'Etat sont passées à environ 6 milliards de dollars.

Si les Gouverneurs de province doivent travailler dans un contexte de morosité financière, en revanche, ils répartiront avec des orientations précises sur le processus électoral. Le Président de la CENI a fait le déplacement de Lubumbashi pour présenter l'état d'avancement ou de blocage du processus électoral. Avec l'arrêt de la Cour Constitutionnelle qui garantit une fin de mandat tranquille aux Gouverneurs de province, jusqu'à l'élection de leurs remplaçants, rien ne devrait les opposer à Corneille Nangaa.

## La Prospérité - CENI : le Rapport annuel sur la table de Minaku

14/06/16

La loi organique n°13/012 du 19 avril 2013 modifiant et complétant la loi organique n°10/013 du 28 juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), spécialement en son article 28, fait obligation à celle-ci de présenter un rapport annuel à l'Assemblée nationale en sa session de mars et à la fin de chaque processus électoral et référendaire.

En exécution de cette obligation, le Rapporteur de la CENI, M. Jean-Pierre KALAMBA MULUMBA N'GALULA, accompagné de tous les membres de l'Assemblée Plénière de la CENI présents à Kinshasa ; a, au nom de M. Corneille NANGAA, Président de la CENI, en mission, déposé au Bureau de l'Assemblée nationale, auprès du Rapporteur, l'Honorable Nono BEROCHAM, ce lundi 13 juin 2015, le rapport annuel juin 2015- mai 2016 qui retrace les activités réalisées par la Commission Electorale Nationale Indépendante au cours de l'exercice susvisé. Ce rapport s'articule suivant le plan global, ci-après :

- Introduction;
- Première partie : Consultations politiques, cadres de concertation, formation et échanges d'expériences;
- Deuxième partie : Opérations pré-électorales et électorales ;
- Troisième partie : Administration, finances et patrimoine ;
- Perspectives et Conclusion.

L'opinion se souviendra que les activités menées par la CENI au cours de l'exercice couvert par le présent rapport se sont déroulées dans un contexte politique particulièrement difficile, marqué notamment par le

---

Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.

This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

rejet du calendrier électoral global, la problématique de la loi de programmation des nouvelles provinces, l'arrêt de la Cour Constitutionnelle suspendant l'enregistrement des candidatures à la députation provinciale déjà lancé par la CENI, la mise à disposition tardive des moyens financiers à la CENI pour l'organisation de l'élection des Gouverneur et Vice-gouverneur des nouvelles provinces, les tractations sur la tenue du dialogue national inclusif convoqué par le Président de la République.

Nonobstant ce contexte, il apparaît clairement que la Commission Electorale Nationale Indépendante s'est engagée résolument dans la voie de l'organisation des prochaines élections en stabilisant la cartographie opérationnelle des entités territoriales de base et des sites de vote et en initiant la révision du fichier électoral. Celle-ci se veut une refonte totale du fichier électoral de 2006 et de 2011. L'objectif poursuivi est de disposer d'un nouveau fichier capable de prendre en charge tous les onze scrutins prévus dans la loi électorale, d' enrôler les nouveaux majeurs et les congolais résidant à l'étranger.

S'agissant de la révision du fichier électoral, le processus d'acquisition des kits d'enrôlement des électeurs, des cartes d'électeur et des sources d'énergie est arrivé à terme. La CENI va procéder au recrutement, à la formation et au déploiement d'environ 100.000 agents opérationnels temporaires pour la réalisation de l'opération d'enrôlement proprement dite qui se déroulera par aires opérationnelles dans environ 18.000 centres d'inscription.

A la fin de l'opération de Révision du Fichier électoral, la CENI procédera au traitement et à la consolidation de la Base de données afin de disposer d'un nouveau fichier fiable duquel découlera l'annexe à la loi portant répartition des sièges par circonscription pour les différents scrutins. C'est sur cette base que la CENI organisera les prochains scrutins.

### **La CENI va bientôt révéler le contenu de deux Rapports de la mission Concertée ONU-OIF**

A l'issue de la Cérémonie de remise, le Rapporteur de la CENI a indiqué ce qui suit : « Nous sommes venus nous acquitter d'une obligation légale qui consiste à présenter un rapport annuel à l'Assemblée Nationale, lors de sa session de mars qui part du 15 mars au 15 juin. C'est ce que nous venons de faire ce jour. Nous avons profité aussi pour présenter au Rapporteur de l'Assemblée Nationale, qui représentait le Bureau de l'Assemblée Nationale, les deux Rapports issus de la mission concertée OIF- ONU sur l'évaluation des besoins de la CENI.

Ces deux pourront être distribués aux Députés Nationaux, représentants du peuple pour qu'ils en prennent la teneur et qu'ils comprennent que les contraintes telles que présentées par la CENI sont réelles et eux aussi l'ont constaté à travers leurs trois hypothèses. Nous avons profité pour remercier le Bureau de l'Assemblée Nationale ainsi que le Sénat pour la célérité avec laquelle la Chambre basse et la Chambre haute ont voté cette loi indispensable pour permettre d'enrôler les nouveaux électeurs et surtout, les congolais de l'étranger.

Les dispositions sont prises parce que dans l'appel d'offre d'ici la fin du mois nous signons le contrat avec le fournisseur retenu et au mois de juillet, nous sommes dans la province pilote, là où on va livrer les premières cartes sous modèle actuel et sécurisées dans le Nord-Ubangi et nous sommes fiers de voir que le Parlement a pu voter cette loi au courant de cette session».

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)

## La Prospérité - Aux Gouvernements Africains. RECEF : les assises de Tunis recommandent des pratiques saines de la Démocratie

14/06/16

Constatant qu'en Afrique, les résultats des urnes engendrent plusieurs fléaux notamment, la bataille entre partisans, la contestation, les troubles entraînant parfois mort d'hommes, les membres du Réseau des Compétences Electorales Francophones, RECEF, se sont réunis à Tunis, du 23 au 26 mai 2016, dans le cadre du séminaire international d'échanges sur le thème : «une communication efficace pour des élections réussies». A l'issue de cet événement, un nombre de pratiques saines de la Démocratie ont été recommandées aux gouvernements africains en vue de favoriser l'émergence des élections démocratiques et transparentes dans leurs pays. A en croire les organisateurs de ce forum international, cette déclaration favoriserait l'acceptation des résultats et un climat apaisé postélectoral.

Cette 4<sup>ème</sup> assemblée s'est déroulée en présence de plusieurs représentants des organismes de gestion des élections (OGE), ceux de l'organisation internationale de la francophonie et d'autres partenaires. Un seul point cardinal a, en effet, cristallisé le débat. «Une communication efficace pour des élections réussies». Ce thème central a conduit les participants aux échanges de bonnes pratiques susceptibles d'approfondir les connaissances sur l'univers de la communication électorale, des médias et de liberté d'expression en période électorale.

Quatre ateliers ont été organisés au cours de cette conférence. A l'issue de la manifestation, un certain nombre de recommandations ont été formulées aux gouvernements africains. Le premier atelier a mis l'accent sur les stratégies de communication au service des électeurs. Le deuxième s'est penché sur les bonnes pratiques de communication avec les partis politiques. Le troisième a traité autour des «autorités de régulation des médias et l'encadrement des campagnes électorales». Le dernier, lui, a revu la question des médias, des acteurs essentiels à la démocratie.

Aux organismes de gestion des élections, aux acteurs électoraux, aux organisations professionnelles, aux autorités de régulation des médias et aux organisations internationales, les membres du RECEF recommandent les dispositions suivantes :

Le déploiement d'une campagne d'information destinée à tous les électeurs, pour l'ensemble du cycle électoral, de façon à favoriser l'accès à une connaissance des droits électoraux ;

La mise en place d'une campagne de sensibilisation des électeurs afin de favoriser une participation active à la vie démocratique ;

Le maintien d'une communication permanente avec les candidats et les partis politiques, afin que la gestion des élections soit transparente et que les acteurs politiques développent un sentiment de confiance envers l'organisme de gestion des élections et le système électoral ;

La liberté d'expression de tous les candidats et des acteurs de la société civile, dans le respect de la législation nationale ;

La mise en place d'un cadre de concertation ou d'un espace de communication entre tous les acteurs du processus électoral ;

L'établissement d'une saine relation entre les organismes de gestion des élections et les médias ;

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

L'adaptation des législations et des stratégies de communication en relation avec l'évolution permanente de l'univers des médias ;

L'exercice de la liberté de presse durant les périodes électorales ;

La formation et la sensibilisation des médias quant à leur rôle de transmission de l'information et leur responsabilité à réaliser un travail de journalisme indépendant dans le respect de la déontologie professionnelle ;

L'encadrement des campagnes électorales par la mise en place de règles assurant un partage de l'espace médiatique équitable pour l'ensemble des candidats, en adoptant des procédés qui visent une plus grande considération de l'aspect du genre.

## Le Phare - RDC : L'histoire se répète

14/06/16

Quand on observe avec attention la scène politique congolaise, on a l'impression que le temps a suspendu son envol. Certes, les contextes et les hommes ont changé mais les comportements demeurent les mêmes!

Tenez. Il y a vingt-six ans, à la faveur de la libéralisation de l'espace politique par le Maréchal Mobutu le 24 avril 1990, les anciens piliers du Parti-Etat avaient dans leur grande majorité jeté l'abas-cost et « l'écharpe assortie » dans le bac à ordures pour porter le « costume-cravate ». Ils se sont ensuite précipités sur la 12<sup>me</sup> Rue Limeté où ils ont adhéré à l'Union Sacrée de l'opposition pilotée par l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social.

Qui ne se souvient de ce meeting monstrueux tenu au stade Tata Raphaël où les ex-caciques du régime firent feu de tout bois, donnant au Maréchal tous les noms d'oiseaux avant d'annoncer avec solennité qu'ils ne danseront plus pour le Président-Fondateur?

Mais au moment même où ils donnaient l'impression de signer un nouveau pacte avec le peuple, les anciens dépositaires du mobutisme se retrouvaient à chaque nuit tombée pour peaufiner des stratégies destinées à assurer la résurrection du monopartisme.

Le Phare a été, à l'époque, l'un des rares journaux à découvrir la supercherie et à la mettre sur la place publique. En juin 1990, soit deux mois à peine après le discours historique de la Nsele, le quotidien de l'avenue Lukusa mettait la main sur un document top- secret qui établissait la collusion entre Mobutu Sese Seko et ses anciens collaborateurs officiellement passés dans l'opposition. Respectueux des règles déontologiques, le journal s'assura de l'authenticité du document en rencontrant son principal initiateur avant de le mettre à la disposition de ses lecteurs.

Dans l'opinion, le choc fut terrible. Celle-ci découvrait, horrifiée, combien elle avait été abusée par des hommes qu'elle applaudissait au cours des meetings de l'opposition. Chacun réalisait soudainement que le port de la cravate, devenue le passeport pour conquérir les foules, ressemblait désormais à un masque qui dénaturait l'identité des politiciens à qui il conférait un statut auquel ils ne devraient jamais prétendre. Ainsi débuta le feuilleton des « vrais-faux opposants » qui a permis à Mobutu de gagner du temps. Mais

---

Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

à force de tirer sur la corde des traîtres, le Maréchal rompit définitivement les équilibres sur lesquels reposait son pouvoir, au point d'ouvrir grandes les portes du pays aux envahisseurs rwandais et ougandais.

A la faveur de l'organisation prochaine du Dialogue politique dont les contours ne sont pas encore définitivement dessinés, la question des vrais-faux opposants revient en force. Des hommes sérieux d'apparence se préparent à jouer des vilains tours aux familles politiques qu'ils représentent. Ils nous rappellent ainsi ces années 90 au cours desquelles des individus du même acabit se rendaient à Gbadolite la nuit pour recevoir des instructions et rentraient dans la capitale à cinq heures du matin, juste à temps pour être au Palais du Peuple et y distiller des mensonges.

Pour permettre à nos lecteurs de mieux évaluer les événements qui se déroulent sous leurs yeux, Le Phare a décidé d'ouvrir ses archives. L'occasion est ainsi offerte à nos lecteurs de constater que rien ne se perd et rien ne se crée. Bien au contraire, l'histoire se répète.

Dans cette première livraison, nous mettons à la disposition du public « le dossier vrais-faux opposants ». L'objectif poursuivi n'est pas d'installer la méfiance entre la population et la classe politique, mais plutôt de pousser cette dernière à adopter un comportement responsable qui vise le bien-être collectif et l'éradication des dérives prédatrices.

## **Le Phare - Acte d'engagements des forces politiques et sociales acquises au changement en RD Congo réunies en Conférence à Genval, en Belgique, du 08 au 09 juin 2016**

13/06/16

Nous, Forces Politiques et Sociales Acquisées au Changement,

Considérant la crise persistante et continue, planifiée et exécutée par Monsieur Kabila afin de placer la Nation congolaise tout entière devant un fait accompli et ainsi réaliser un coup d'Etat constitutionnel ;

Prenant en compte la détérioration sans précédent de la situation économique et sociale des populations congolaises rivées à la misère et l'extrême pauvreté ;

Considérant l'instabilité politique et l'insécurité généralisée auxquelles la politique de Monsieur Kabila livre le peuple congolais, Mues par l'intérêt supérieur de la Nation, déterminés à éviter une crise et le chaos qui se profilent à l'horizon, à sauver la démocratie et le processus électoral,

Convaincues que seule l'unité des forces politiques et sociales acquises au changement peut permettre d'atteindre de tels objectifs ?

Désireuses de poser les fondements d'un Etat démocratique et de consolider la paix en RDC ;

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)

Transcendant nos ambitions personnelles et dans un esprit de patriotisme;

Devant Dieu, notre peuple et l'histoire, nous, Forces Politiques et Sociales Acquises au Changement :

I. Déclarons solennellement notre attachement indéfectible à la Constitution de la République et à son strict respect. C'est pour cette raison, nous disons :

- NON à toute idée ou projet de référendum pour élaborer une nouvelle Constitution ;
- Non au dialogue convoqué par l'ordonnance de Monsieur Kabila du 28 novembre 2015 ;
- Non au dédoublement des partis politiques ;

II. Exigeons :

- l'organisation des élections dans le délai constitutionnel et de l'élection présidentielle avant le 19 décembre 2016 conformément à l'article 73 de la Constitution ;
- la dissolution des formations politiques ayant adopté les mêmes dénominations, symboles et signes distinctifs que les partis politiques régulièrement constitués ;
- la mise en œuvre intégrale de la Résolution 2277 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies sous la modération du facilitateur international renforcé par un panel des représentants des Nations-Unies, de l'Union Européenne, de l'Union Africaine, de l'Organisation Internationale de la Francophonie ainsi que des Etats-Unis d'Amérique ;
- la libération immédiate et sans condition de tous les détenus politiques et d'opinions, des activistes des droits de l'homme et des journalistes ;
- Le retour au pays de tous les exilés politiques congolais ;
- la Libéralisation de l'espace politique ;
- L'ouverture des médias privés fermés arbitrairement et/ou confisqués ;
- Le libre accès aux médias publics à tous les courants politiques et sociaux ;
- L'arrêt et l'abandon des tracasseries fiscales, administratives, policières ainsi que de toute procédure judiciaire arbitraire contre les membres de l'opposition et de la société civile ;
- L'examen de la question de l'organisation et du fonctionnement de la CENI et de la Cour constitutionnelle ;
- La convocation par la CENI du scrutin pour l'élection du Président de la République le 19 septembre de cette année, conformément à l'article 73 de la Constitution ;

---

Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

III. Prenons acte de la fin du deuxième et dernier mandat de Monsieur Joseph Kabila Kabange le 19 décembre 2016 à minuit et saluons son départ du pouvoir le 20 décembre 2016 à 0h00 ;

IV. Demeurons engagés dans l'unité des forces de l'opposition au sein du "RASSEMBLEMENT" pour faire aboutir la lutte du peuple congolais au service de l'alternance et de l'Etat de droit ;

V. Appelons :

– La Communauté internationale à accompagner le peuple congolais dans sa lutte pour la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit ;

– Le peuple congolais à la mobilisation générale pour la réalisation effective de ces objectifs et à se tenir prêts pour répondre à son devoir défendre la Constitution de la République ;

Fait à Genva, le 10 juin 2016

LES SIGNATAIRES

Mr Etienne Tshisekedi wa Mulumba Président de la Conférence

L'UDPS

La Dynamique

Le G7

L'AR

Le Front du Peuple

La MPP

Le G14

La Convention des Républicains

La Société Civile

## **Le Phare - Motion de remerciement des participants de la Conférence de Genva au Président Etienne Tshisekedi**

13/06/16

Considérant la gravité de la situation politique de notre pays à ce moment historique où le Peuple congolais s'apprête, pour la première fois dans l'histoire de notre pays, à vivre l'expérience de l'Alternance démocratique dans le cadre de l'Etat de droit instauré par la Constitution du 18 février 2005;

Conscients que les démons de la division au sein de l'opposition ont été la cause de l'échec des stratégies de l'Opposition à concrétiser l'espérance muette des millions des Congolaises et Congolais à changer et à maîtriser le destin de leur pays ;

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](https://www.monusco.org)



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

Attendu de ce fait que pour y parvenir, le Rassemblement s'impose comme la voie obligée de parvenir à concrétiser le vœu des femmes, hommes, jeunes et vieux de notre pays à imposer le respect de la Constitution et à consolider la démocratie par l'enracinement de l'Etat de droit dans notre pays ;

Qu'à cet effet, il sied d'assurer un large rassemblement de l'Opposition autour des symboles et des options politiques fondamentales levées par le peuple congolais depuis bientôt plusieurs décennies en faveur de la démocratie et de l'Etat de droit,

Considérant le combat mené par Etienne TSHISEKEDI WA MULUMBA, en faveur de l'avènement de la démocratie et l'Etat de droit en République démocratique du Congo depuis plus de 35 ans, lutte faite de sacrifice et d'abnégation au service de notre peuple et de la Nation ;

Que l'aboutissement de ce combat en faveur des libertés et de la démocratie, mené au cours de ces longues années en faveur de la démocratie, dont il est devenu l'icône vivante, passe par l'avènement de l'Alternance au 20 décembre 2016 ;

En remerciement de l'initiative prise par Mr Etienne TSHISEKEDI WA MULUMBA, Président de l'UDPS, de réunir dans le cadre de la Conférence de Genval, les forces politiques et sociales acquises au changement, en vue d'assurer l'unité et la communauté de vision sur la crise situation politique et sécuritaire de notre pays ;

Nous, participants à la Conférence de Genval, avons décidé d'adresser la présente motion de remerciement et de reconnaissance à Monsieur Etienne TSHISEKEDI pour son leadership au service de la cause de la liberté, de la justice, de la démocratie et, nous prenons l'engagement de mettre aujourd'hui le symbole de la démocratie qu'il est devenu au service de notre combat commun pour le respect de la Constitution et l'avènement de l'Alternance dans notre pays ;

C'est à ce titre que les participants à la Conférence ont décidé d'avoir le Président Etienne TSHISEKEDI WA MULUMBA, comme Président du Conseil des sages du Mécanisme de suivi des conclusions des présentes assises dites : « Conférence de GENVAL », conseil où il sera assisté des autres sages désignés par chacune des plateformes.

Fait à Genval, le 09 juin 2016

## **Le Phare - La Majorité est formelle : «Le forum de Bruxelles est un véritable coup d'Etat contre la démocratie et la Constitution»**

13/06/16

Ça n'a pas tardé. Quelques heures seulement ont suffi pour que la MP (Majorité présidentielle) réagisse aux résolutions du conclave des leaders de l'Opposition, tenu du mercredi 8 au jeudi 9 juin 2016 à Genval, en Bruxelles.

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

C'est le Secrétaire général de la Majorité Présidentielle, Aubin Minaku en personne, entouré des membres du bureau politique de la MP, qui a procédé à la lecture de la déclaration de sa famille politique. On retient pour l'essentiel, que les sociétaires de Joseph Kabila rejettent en bloc les résolutions ayant sanctionné le conclave des leaders de l'Opposition congolaise, avant de les qualifier de tentative de coup d'Etat contre les institutions républicaines.

Réaffirmant sa volonté d'aller au dialogue politique déjà convoqué par le Chef de l'Etat, la MP invite le facilitateur désigné par l'Union Africaine pour ce faire à poursuivre sans désespérer l'action entreprise pour mettre en place un comité préparatoire au dialogue.

De même, la Majorité encourage la Commission électorale nationale indépendante à poursuivre ses efforts pour doter le pays d'un fichier électoral transparent, fiable et inclusif en vue d'intégrer les nouveaux majeurs d'âge et les compatriotes de la diaspora.

## Le Phare - Pouvoir-Opposition : c'est la guerre des nerfs

13/06/16

Depuis le dernier week-end, la température est montée dangereusement à Kinshasa où le thermomètre indique déjà quarante degrés de fièvre. Il a suffi que l'Opposition politique congolaise se réunisse à Bruxelles pendant quarante-huit heures pour que la peau des politiciens devienne très brûlante. Dans les états-majors de la majorité, personne ne parvient encore à digérer la pilule venue de la capitale belge et qui indique à l'opinion tant nationale qu'internationale la nouvelle ligne Maginot destinée à protéger le système démocratique dans notre pays.

Pour les Opposants réunis à Bruxelles, on le sait, la majorité au pouvoir « a planifié la crise multiforme qui secoue le pays, et tente de mettre la nation devant un fait accompli, dans l'objectif de réaliser un coup d'Etat constitutionnel ». Et c'est pour conjurer ce « chaos programmé » que les Opposants ont décidé de se rassembler, parce que seule l'union fait la force. Ils ont rejeté toute idée de référendum destiné à déverrouiller l'article 220 de la Constitution et rappelé les prescrits de la loi fondamentale du pays en ce qui concerne les délais constitutionnels et la durée impérative des mandats. Ils ont, enfin, levé l'option de ne participer qu'au seul dialogue conforme à la Résolution 2277 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et qui doit être présidé par le facilitateur international désigné, mais avec l'accompagnement d'un panel des représentants des Nations-Unies, de l'Union Européenne, de l'Union Africaine, de l'OIF et des Etats-Unis d'Amérique.

Face à ce pavé de l'Opposition, la Majorité présidentielle a répondu par la bouche d'Aubin Minaku, son Secrétaire Général. A l'accusation de « planification d'un coup d'Etat constitutionnel » portée contre la plate-forme politique qu'il coordonne, Minaku répond par le même grief : « c'est l'Opposition qui prépare un coup d'Etat ». Et comme s'il avait été dans les couloirs du Château du Lac, à Genval, il affirme « tout savoir sur ce qui s'y est mijoté ». Il dénonce et fustige ainsi « toute approche insurrectionnelle tendant au renversement des institutions démocratiquement élues en violation des dispositions pertinentes de la Constitution comme attentatoire à la démocratie ».

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

Pour sa part, Lambert Mende Omalanga, porte-parole du gouvernement de la République, a débusqué dans les travées du Conclave de l'Opposition à Bruxelles une main noire, la même qui aurait orchestré la mort de Patrice Emery Lumumba en janvier 1960 et celle de Laurent-Désiré Kabila en janvier 2001. La révélation du Ministre est intéressante, parce qu'elle devrait logiquement conduire à une instruction judiciaire à charge des vrais assassins de nos héros nationaux et à la libération des personnes peut-être incriminées à tort dans la mort de Kabila père et qui croupissent depuis quinze ans à la prison centrale de Makala.

Mais à la lecture de ce débat par communiqués interposés, on est cependant en droit de se poser la question de savoir si la vérité constitutionnelle peut être plurielle ? La loi fondamentale d'un pays peut-elle dire une chose et son contraire ? Sans nécessairement être juriste, chacun peut répondre à ces deux questions. Il y a, dans cette affaire, manifestement la vérité d'un côté, et la mauvaise foi de l'autre.

Pour permettre à nos lecteurs de mieux saisir la portée des passes d'armes qui se déroulent sous leurs yeux, il y a lieu de rappeler que le pays se trouve dans une année électorale déterminante. Parce qu'il s'agit non seulement de renouveler le mandat du Chef de l'Etat dont la fin est impérativement fixée au 19 décembre par la Constitution, mais aussi d'élire les députés nationaux et provinciaux ainsi que les sénateurs. A la date d'aujourd'hui, aucun préparatif sérieux n'a été mis en route par la Commission électorale nationale indépendante. En place depuis 2012, celle-ci n'a mené aucune action d'envergure pouvant mettre en déroute la résistance organisée des opposants à l'organisation des élections. La Ceni apparaît ainsi comme une simple structure d'accompagnement des planificateurs du report des élections au lieu de remplir la mission pour laquelle elle a été mise en place.

Ce refus d'organiser les élections a naturellement des conséquences sur le plan politique. Depuis plusieurs mois, les politiciens le disent à haute voix et réclament des mesures correctives. C'est le même discours qui a été répété par les Opposants à Bruxelles mais dans des termes conformes à leur qualité. Les mots choisis peuvent ne pas être du goût de tout le monde mais ils reflètent bien la fracture qui règne au pays et traduisent avec éloquence l'effet du miroir national brisé autour duquel chacun doit fournir un effort pour en ramasser les morceaux et les rassembler dans le cadre d'un dialogue qui continue de faire débat.

Putsch à gauche ou à droite ? Le débat actuellement en cours nous rappelle celui qui s'est déroulé dans ce pays autour de la Conférence Constitutionnelle et la Conférence Nationale Souveraine. La première était convoquée pour conforter le défunt Maréchal dans ses certitudes. Plusieurs de ses défenseurs sont encore aujourd'hui membres des institutions nationales. Ils peuvent expliquer comment leur initiative fut rejetée par un concert de casseroles en décembre 1991 sur l'ensemble du territoire national. Au point de pousser l'Aigle de Kawele qui avait, malgré tout, un feeling politique aiguisé, à se plier à l'exigence populaire d'une Conférence Nationale Souveraine.

En choisissant la CNS, les Congolais voulaient échapper au diktat d'une seule personne pour privilégier la primauté du droit. Il s'agissait de s'assurer qu'une rencontre voulue par tous ne se transforme en coquille vide. Et que ses décisions, même si elles ne rencontrent pas l'assentiment de tous, disposent d'une marge d'applicabilité. Cette préoccupation a de sens au regard du sort qui a été réservé aux

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)

résolutions des Concertations nationales. Plus personne n'en parle alors qu'elles étaient destinées à mettre fin à la crise politique à la faveur de la mise sur pied d'un gouvernement dit d'union nationale.

Face à ce passé récent et aux événements ayant présidé à l'organisation de la Cns, force est de constater que l'histoire se répète. Le pays tourne en rond alors qu'il dispose des intelligences suffisantes pouvant le mettre sur l'orbite du développement. Aussi, le moment nous paraît indiqué de poser la seule question qui en vaille la peine : « La conquête ou la conservation du pouvoir peut-elle nous empêcher de réfléchir autour des principes de droit pour sauver la RDCongo comme espace géographique et les sept ou huit dizaines des millions de ses habitants ? ». Alors, pourquoi cette guerre des nerfs.

## Le Phare - Personne ne veut partir

13/06/16

La fin controversée du second mandat du Chef de l'Etat soulève des vagues. A considérer les prises de position des acteurs tant de la Majorité Présidentielle que de l'Opposition, on serait tenté de croire que seul Joseph Kabila serait habité par l'intention, jusque-là non confirmée, de prolonger son mandat au-delà de son terme constitutionnel.

Des analystes politiques qui ont pris le temps de décrypter les messages qu'émettent nombre de personnalités politiques et les attitudes qu'elles affichent ont fini par cibler une constance : personne de tous ceux qui siègent dans les institutions tant nationales que provinciales ainsi que dans la « grande » et la « petite » territoriale soumises à la règle de l'alternance n'a envie de partir ou d'affronter le souverain primaire dans les urnes.

Ainsi donc Sénateurs, Députés Nationaux, Députés provinciaux, Gouverneurs de provinces, bourgmestres des Communes, Chefs de Secteurs... se cachent derrière le Chef de l'Etat pour espérer jouir, pour une durée indéterminée, des privilèges liés à leurs mandats et fonctions. A ce propos, le débat relatif à l'interprétation des articles 70, 103 et 105 de la Constitution a révélé la face cachée des Députés, tout heureux de « glisser » en compagnie du Président de la République, autorisé à rester en fonction jusqu'à l'investiture de son successeur élu.

On a repéré, dans leur requête adressée à la Cour Constitutionnelle, une allusion tendancieuse aux Sénateurs, qu'ils accusent d'exercer un second mandat gratuit depuis quatre ans, car n'ayant pas été soumis à l'épreuve des urnes en 2011.

S'agissant du processus électoral en cours mais en panne, les Députés nationaux parlent de moins en moins de leurs élections à coupler avec la présidentielle. Dans l'hypothèse de l'élaboration d'un nouveau calendrier électoral au niveau de la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante), ils exigent que l'on commence par les députés provinciaux, les sénateurs ou les gouverneurs, exemptés de la sanction des urnes en 2011 et partant des dépenses liées à une campagne électorale, ou encore par les bourgmestres et chefs de secteurs, non encore testés par le souverain primaire depuis 2006.



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

Quant aux députés provinciaux, ils n'acceptent plus de servir de cobayes pour le nouveau processus électoral, comme ce fut le cas en 2006, où ils étaient les premiers à subir les tirs croisés des électeurs. Dans leur esprit, la CENI n'a qu'à s'en tenir aux prescrits constitutionnels, qui exigent que priorité soit accordée à la présidentielle et aux législatives nationales, dont l'organisation devrait avoir lieu en novembre 2016.

Pour leur part, les Sénateurs soutiennent que le calendrier électoral les a toujours placés à la queue du processus électoral. Par conséquent, il n'y a pas de raison de modifier l'ordre traditionnel.

La peur de la sanction du peuple

En réalité, tous les bénéficiaires des mandats électifs en 2006 et 2011 redoutent le couperet du souverain primaire. Pour n'avoir pas répondu à ses attentes après 10 ans de « jouissance » au sein des institutions pour les uns (Députés provinciaux et sénateurs) et 5 ans pour d'autres (gouverneurs de provinces et députés nationaux), beaucoup se savent condamnés à une disqualification automatique dans les urnes.

C'est l'échéance fatidique devant signer leur « mort politique » que les élus d'hier tentent de repousser le plus loin possible, dans l'espoir de s'engouffrer dans une impasse électorale consécutive à l'impossibilité politique, financière et technique d'organiser la présidentielle. Moralité : personne ne tient à quitter définitivement le Sénat, l'Assemblée Nationale, l'assemblée provinciale ou le governorat de sa province.

Le statu quo serait, pour beaucoup, l'idéal pour ne redevenir « simples citoyens » et recommencer à broyer du noir, à l'instar des Congolaises et Congolais clochardisés d'en-bas. Avec la création d'une sorte de « Syndicat des candidats aux mandats à vie », le déblocage du processus électoral en panne n'est pas pour demain.

On se souvient que sous le régime de Mobutu, la transition ouverte le 24 avril 1990 allait se prolonger indéfiniment, n'eut été le coup d'arrêt de l'AFDL (Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération) le 17 mai 1997. Avec le HCR-PT (Haut Conseil de la République-Parlement de Transition) et des gouvernements dirigés par des opposants débauchés de l'Union Sacrée, l'ex-Zaire était parti pour une interminable « récréation ». Pendant que le commun des citoyens vivait au taux du jour, les « mouvanciers » et leurs alliés venus de l'Opposition étaient copieusement alimentés par la planche à billets.

## **Le Potentiel - Député de la Majorité présidentielle - Stanley Mbayo : « Il faut positiver les résolutions du conclave de l'Opposition »**

13/06/16

Alors que la Majorité présidentielle rejette les résolutions du conclave de l'Opposition tenu à Genval, parlant même d'une « tentative de coup d'Etat institutionnel », le député MP, Stanley Mbayo Pelesa, pense

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

plutôt qu'il y a des choses à positiver, notamment la volonté d'aller au dialogue mais aussi désormais l'Opposition a un interlocuteur avec qui la famille politique du chef de l'Etat peut négocier.

Toutes les résolutions adoptées par l'Opposition à l'issue de son conclave tenu à Genval, près de Bruxelles, en Belgique, ne doivent pas être rejetées. C'est le point de vue exprimé par le député national Stanley Mbayo Pelesa, président national du MIR -Mouvement des indépendants réformateurs-, un parti politique membre de la Majorité présidentielle.

« La Realpolitik nous montre qu'il y a des avancées », pense Me Stanley Mbayo, donnant son évaluation du conclave de l'Opposition. « Je constate qu'il n'y a pas eu que de mauvaises choses. Désormais, nous la Majorité présidentielle, nous devrions comprendre que nous avons un interlocuteur du côté de l'Opposition. Parce qu'auparavant, cette Opposition était plurielle et aujourd'hui elle s'est alignée derrière Etienne Tshisekedi.

Ce qui répond à nos efforts consentis pour que l'Opposition ait un porte-parole. C'est une très bonne chose », a déclaré Stanley Mbayo. Et d'ajouter : « Les interlocuteurs sont connus, la matière à traiter est connue, on est en train de réunir toutes les conditions pour aller au dialogue. On trouvera des solutions».

Il invite vivement la famille du chef de l'Etat a noté cette avancée. « Finalement aujourd'hui, Etienne Tshisekedi qui prônait le dialogue autant que le chef de l'Etat, apparaît comme le porte-parole de l'Opposition. Nous devons positiver cela ». A propos du dialogue, l' élu du peuple trouve que c'est une bonne chose que l'Opposition tienne à un dialogue conforme à la Résolution 2277. Cependant, il note que la Résolution 2277 prône certes l'organisation des élections dans le délai constitutionnel mais elle « prône surtout le dialogue ». « Nous allons au dialogue, à l'issue duquel il y aura un compromis politique et c'est ce compromis politique qui va déterminer le reste », note l' élu de Kabongo, province de Haut-Lomami.

### **La déclaration de Minaku, un point de vue**

Toutefois, Stanley Mbayo fustige quelques dérives contenues dans les résolutions du conclave de Genval. « Il y a certes des dérives dans les résolutions du conclave, notamment quand les opposants affirment qu'ils vont chasser le président Kabila ». Pour autant, il estime « qu'il faut surtout retenir que ce conclave ouvre le débat ».

Le député national estime que le président de la République a un rôle à jouer dans le dialogue. « L'Accord-cadre dit que c'est le président de la République qui est le garant de l'exécution des engagements nationaux. De ce fait, on ne voit pas comment on peut prétendre venir à un dialogue qui viole l'accord-cadre qui est une loi supranationale que nous avons signée et qui a été signée par les Etats-Unis, l'UE, la SADC, la CIRGL... C'est une loi qui s'impose à nos lois internes. C'est comme ça que le chef de l'Etat a convoqué le dialogue et vous avez vu tous les signataires soutenir le facilitateur qui est là ».

Dès lors, s'étonne Me Stanley Mbayo, « On ne voit pas comment prétendre aller à un dialogue prévu dans l'Accord-cadre qui violerait le même accord-cadre ». Affûtant son sens de modération, Stanley

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

Mbayo pense qu'à l'heure actuelle, les états-majors des partis politiques sont plutôt dans l'application des stratégies d'avant-période des négociations.

S'agissant de la déclaration du secrétaire général de la MP, le président du MIR fait cette mise au point : « Aubin Minaku n'a pas tellement tort. Certes, il n'a peut-être pas usité l'article de la Constitution. Il voulait peut-être seulement dire que quand les opposants disent qu'ils vont chasser Kabila, c'est qu'ils vont violer la Constitution parce que les mécanismes de départ du chef de l'Etat sont prévus par la Constitution. On ne peut pas le faire partir par des mécanismes extra constitutionnels et, c'est un point de vue qu'il a exprimé comme chef d'une famille politique et il a communiqué à ses poulains pour mobiliser les troupes ».

## Le Potentiel - Les 26 gouverneurs de provinces autour de Kabila à Lubumbashi

13/06/16

Les 26 gouverneurs de provinces se retrouvent, pour la première fois, à Lubumbashi autour du chef de l'Etat, Joseph Kabila. La conférence des gouverneurs se tient dans un climat politique tendu.

C'est la première conférence des gouverneurs dans la nouvelle architecture de 26 provinces. Pour ce renouveau dans la territoriale, le chef de l'Etat, Joseph Kabila Kabange, a choisi la ville de Lubumbashi, chef-lieu du Haut-Katanga, pour abriter la conférence des gouverneurs, comme le prévoit la Constitution.

Mais, cette rencontre arrive à un moment tout à fait particulier. Elle vient juste après la conférence de l'Opposition à Bruxelles, où de principaux leaders de l'Opposition ont créé un mouvement, « Le Rassemblement », pour barrer la route à un troisième mandat de Kabila.

En convoquant les gouverneurs de provinces, Joseph Kabila cherche-t-il à contrer la dynamique qui est née le 9 juin 2016 à Bruxelles ? L'hypothèse n'est pas exclue.

Mais, dans l'opinion, des commentaires vont dans tous les sens. Certains pensent qu'en invitant les 26 gouverneurs de provinces à Lubumbashi, deuxième ville du pays, par ailleurs, fief de Moïse Katumbi, candidat déclaré à la présidentielle 2016, le président Kabila veut renforcer son assise au niveau de la territoriale. Sans doute, d'autres réunions sont prévues, notamment la convocation du bureau politique de la Majorité présidentielle pour affiner davantage de stratégies. A Lubumbashi, le sujet pourrait certainement être abordé.

Avec la présence dans la ville cuprifère du président de l'Assemblée nationale, également secrétaire général de la MP, Aubin Minaku, du Premier ministre, Matata Ponyo Mapon, et d'autres ténors de la MP, le chef de l'Etat pourrait aussi improviser une réunion stratégique de la MP. Au menu : les conclusions de la conférence et de l'opposition à Bruxelles.

---

Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

D'ores et déjà, à Kinshasa, en l'absence du président de la République et autorité morale de la MP, des stratèges de la famille politique du chef de l'Etat se sont mis à l'œuvre pour estomper l'élan de Bruxelles. Mais, difficile dans la Majorité présidentielle de rapprocher les deux ailes en présence. D'un côté, les durs qui ont juré d'en découdre avec l'opposition, et de l'autre, les modérés qui pensent procéder par des méthodes douces jusqu'à fragiliser l'Opposition. Le dernier, mot revient au chef de l'Etat qui devra dicter la ligne à suivre.

Pour rappel, l'article 200 de la Constitution institue une conférence des gouverneurs de provinces. Celle-ci a pour mission d'émettre des avis et de formuler des suggestions sur la gouvernabilité des provinces. Elle est composée, outre les gouverneurs de provinces, du président de la République, du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur. La première édition de la conférence des gouverneurs de provinces avait eu lieu à Kisangani, la deuxième à Kananga et la troisième à Kinshasa.

Cependant, depuis son institution, la conférence des gouverneurs n'est jamais parvenue à trouver des réponses aux nombreux différends qui opposent l'exécutif central aux gouvernements provinciaux.

## Sécurité

### **La Tempête des Tropiques - Assistance de l'UE à la réforme de la sécurité : EUSEC -RDC passe le relais à PROGRESS**

14/06/16

La mission de Conseil et d'Assistance de l'Union Européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité en RDC(EUSEC) ferme définitivement ses portes à la fin du mois de juin 2016 et sera remplacée par PROGRESS.

Au cours d'une réception organisée la semaine dernière par EUSEC en l'honneur de ces partenaires des FARDC qui vont bientôt quitter la RDC avec le sentiment d'avoir bien fait leur travail, le colonel Johan De Laere, Chef de la mission EUSEC -RDC a, dans son discours d'adieu, salué le partenariat qui a prévalu entre son organisation et l'armée nationale congolaise. Il a indiqué qu'il quitte la RDC avec un sentiment de joie.

» Je suis heureux d'avoir participé durant une année à l'exécution de ce grand chantier qu'on appelle Réforme. Je suis heureux d'avoir vécu l'hospitalité chaleureuse d'un pays et d'un peuple en voie de développement. Je suis conscient que l'objectif final qui se situe à long terme n'est cependant pas encore atteint et qu'on devra continuer à fournir des efforts pour progresser dans la bonne direction « , a-t-il dit.

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)



**MONUSCO**

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

**PROTEGER**

**STABILISER**

**CONSOLIDER LA PAIX**

Jean Michel Dumond, chef de la Délégation de l'Union Européenne en RDC, a pour sa part rappelé qu'entre juillet 2015 et juin 2016, EUSEC et Progress ont travaillé en étroite harmonie pour assurer une transition exemplaire d'une mission de sécurité à un programme de développement. Ceci témoigne, d'après Jean Michel Dumond, de l'engagement de l'UE aux côtés du peuple congolais à travers la réforme des FARDC.

Progress ne s'intéressera pas au volet formation, mais ce programme travaillera sur la stratégie de formation avec l'école d'administration et de coopération militaire. Durant les onze ans passés en RDC, la mission EUSEC a réalisé un programme d'action s'inscrivant dans la réforme des FARDC tel qu'il était conçu et approuvé par les autorités congolaises. Au cours de ce mandat de onze ans, EUSEC focalisait son attention sur le personnel des FARDC, leur bien-être et surtout l'efficacité de leur gestion.

» Je suis néanmoins content que l'évolution a été positive pendant mon séjour et qu'avec l'appui des partenaires et en particulier PROGRESS, toutes les conditions sont remplies pour garantir la marche continue vers l'objectif », a encore affirmé le chef de la mission EUSEC.

» En partant, je recommande aux FARDC de s'inscrire au maximum dans la coopération avec Progress pour continuer à évoluer dans la direction d'une armée encore plus efficace au niveau de la mise en condition. Je veux souligner notre désir de voir une continuation du bon fonctionnement des écoles militaires et une appropriation progressive des tâches que PROGRESS a déjà reprises de nous car PROGRESS prendra aussi fin un jour », a martelé le Colonel Johan De Laere.

### **L'UE toujours aux côtés des congolais**

Pour Jean Michel Dumond, la fermeture d'EUSEC ne signifie pas que l'Union Européenne se retire du secteur de la défense. Mais l'UE réaffirme son engagement à travers le programme PROGRESS, qui est un programme d'appui à la réforme du secteur de sécurité volet défense.

A en croire l'ambassadeur Jean Michel Dumond, ce programme s'inscrit dans le cadre des appuis qu'apporte l'UE au gouvernement de la RDC, pour améliorer la gouvernance, en particulier dans les secteurs des Finances publiques, de la police et de la Justice.

PROGRESS va continuer à appuyer les différentes instances des FARDC comme les directions des ressources humaines et Budget -Fiances, les Etats Majors, l'inspectorat général ; le SECAS, le scifa ...afin d'une part, améliorer la coordination et l'appropriation internes et, d'autre part, de renforcer les capacités individuelles et institutionnelles.

» Nous poursuivons aussi les efforts d'EUSEC quant à l'informatisation, la bancarisation, le recensement et le contrôle biométrique, la transparence budgétaire.... », a précisé Jean Michel Dumond. » En bref PROGRESS appuie et appuiera la mise en place d'outils, de procédure et de formations dans l'optique de contribuer à l'amélioration de la gouvernance », a-t-il conclu.

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

## Société et économie

### **La Tempête des Tropiques - Selon les résultats d'un projet réalisé par le Centre Monkole : 100% des Congolais exposés au paludisme**

13/06/16

Les enquêtes ont concerné Kinshasa et le Kongo-Central où 4 500 patients ont été examinés, 2 794 prélèvements traités et plus de 20 500 analyses réalisées

Le Centre de formation et d'appui sanitaire Cefa/Monkole, en consortium avec l'Institut National de Recherche Biomédicale (INRB), le Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP) ainsi que l'université Aix Marseille et la société K-Plan, ont procédé, vendredi 10 juin 2016, à Sultani Hôtel, à Kinshasa, au rendu des résultats du projet « Surveillance de l'endémie palustre et évaluation de l'efficacité des médicaments pour une mise à jour de la stratégie de lutte contre le paludisme ».

Ce projet qui a duré deux ans, financé par l'Initiative 5% (Paludisme, Tuberculose et Sida), mis en œuvre par France Expertise, a été réalisé dans la ville province de Kinshasa et au Kongo-Central. Il avait pour objectifs de: renforcer la capacité technique des structures centrales (CH Monkole/Inrb) et des centres de santé partenaires ; réaliser les études de niveau de sensibilité des parasites aux antipaludiques ; établir la cartographie de la résistance de Plasmodium Falcifarum aux antipaludiques des sites choisis.

A en croire le professeur Parzy Daniel, un des orateurs de cette journée de restitution, 4.500 patients ont été examinés, 2.794 prélèvements traités et plus de 20.500 analyses réalisées. Le tout, en 49 semaines d'investigation (2014-2015), grâce à un laboratoire mobile ultra moderne, le K-LMP, adaptée à la situation locale, transportable par deux personnes, et qui ne demande pas de qualification pour son installation.

Parmi les résultats de ce projet, figure la formation d'une équipe de quatre personnes capables de réaliser les opérations de terrain (Test in vitro, Elisa, Bio Mol), huit médecins, 165 techniciens de laboratoire et 130 étudiants. Ce, pour permettre à l'Etat congolais de disposer d'une équipe capable d'en former d'autres, d'implémenter sur le terrain ce type d'évaluation et de l'étendre à d'autres pathologies.

RDC : 100% de la population à risque de paludisme

Selon le profil épidémiologique de la République démocratique du Congo, révèle le professeur Parzy Daniel, « La RDC est le 2ème pays endémique en Afrique pour le paludisme, après le Nigéria ». De ce fait, 100% de la population est à risque de paludisme. Avec 16 à 26 millions de cas, 33 à 72 000 cas de décès ont été estimés en 2014, tandis qu'un enfant sur 6 meurt avant la cinquième année.

L'Artézunate injectable recommandé

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

Après étude et recherche, il a été recommandé l'usage du produit Artézunate injectable pour lutter contre le paludisme. Car,  $\frac{3}{4}$  d'heure seulement après sa prise, à en croire les médecins, il élimine 90% de la masse parasitaire.

Il a été attesté la diminution de la résistance de la Chloroquine chez plusieurs patients.

Il faut noter que parmi les intervenants, outre le professeur Parzy Daniel, il y avait également les docteurs Serge Mandoko de l'Inrb, Véronique Sinou de l'UMR-MD3, les professeurs Jean Jacques Muyembe de l'Unikin/Inrb, Léon Tshilolo de Cefa/Monkole ainsi que Jorys Likwela du Pnlp.

## 7 sur 7.cd - RD Congo : Rawbank passe le cap du milliard de dollars de total de bilan

13/06/16

Lors de la clôture de son premier bilan, le 31 décembre 2003, RAWBANK affichait un total de bilan d'USD 33 millions. Douze exercices plus tard, ce montant passe le cap symbolique du milliard... Dans le même temps, les dépôts passent d'USD 20 à 733 millions et le produit net bancaire d'USD 2,3 à 92,3 millions. Ces trois indicateurs de performance ont évolué à un rythme similaire, multipliés respectivement par 33, 37 et 40 en douze ans.

« Nous réalisons nos ambitions avec une parfaite maîtrise des coûts et des risques, une attention particulière portée à nos rendements et notre productivité pour, in fine, renforcer en permanence nos performances commerciales, humaines, organisationnelles, opérationnelles et financières. Dans cette démarche vers l'excellence, et conformément à la stratégie que nous avons initiée en 2014, notre souci permanent reste l'AVANTAGE CLIENT ». (Extrait du message de Mazhar Rawji, président du conseil d'administration de la banque, en introduction du rapport annuel 2015 de RAWBANK).

Le rapport annuel 2015 peut être téléchargé au format PDF sur [www.rawbank.cd](http://www.rawbank.cd).

### Résumé des principaux chiffres clés au 31/12/2015, en contre-valeur USD :

Total du bilan : 1 086 millions  
Capitaux permanents : 139 millions  
Dépôts : 733 millions  
Crédits à décaissements : 444 millions  
Produit net bancaire : 92 millions  
Résultat net : 9 millions  
Une parfaite maîtrise des risques

Les clients d'une banque doivent porter leur attention sur quatre points : le ratio de solvabilité, le ratio de liquidité, la qualité du portefeuille crédit et la rentabilité.

---

Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)



**MONUSCO**

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

**PROTEGER**

**STABILISER**

**CONSOLIDER LA PAIX**

Le ratio de solvabilité s'élève à 26,4%. C'est plus de deux fois le ratio exigé par la Banque Centrale du Congo et nettement supérieur aux exigences de Bâle 2 et Bâle 3.

La liquidité de RAWBANK est largement suffisante que pour satisfaire les clients déposants à tout moment.

Quant au portefeuille des crédits, sa qualité ne doit pas faire craindre le moindre risque de défaillance de la banque. Les risques en la matière sont bien maîtrisés, le taux d'impayés brut est inférieur à 3% et celui d'impayés net inférieur à 2% des fonds propres.

Selon les propos du directeur des Risques, étayés dans le rapport annuel : « La solvabilité, la liquidité et le coût du risque de RAWBANK, ainsi que sa rentabilité, donnent à nos clients non seulement confiance mais également le confort de traiter avec une banque aux fondamentaux solides. »

Moody's Investor Services

Pour rappel, RAWBANK est la première banque de la République démocratique du Congo – mais également de la zone géographique d'Afrique centrale – à avoir obtenu en 2014 (avec confirmation en 2015) une notation de l'agence Moody's Investor Services. La note attribuée, B3, est la note maximale qu'une institution bancaire peut recevoir en RDC, celle-ci étant au même niveau que la note souveraine attribuée pour la première fois de son histoire à la RDC en septembre 2013.

## **A propos de RAWBANK**

Créée en 2002, RAWBANK s'est rapidement imposée dans le paysage bancaire de la RDC grâce à une démarche marketing innovante. La banque confirme son leadership dans un marché devenu pourtant fort concurrentiel.

RAWBANK a développé un réseau d'agences significatif au cours des dernières années, densifiant sa présence dans les grands centres urbains de Kinshasa et Lubumbashi et poursuivant son installation dans les centres économiques de plusieurs provinces. La banque compte 40 agences auxquelles s'ajoutent 27 guichets avancés. Ce service de réseau est complété par des caisses installées dans l'enceinte de quelques grandes entreprises clientes, dans une démarche de proximité au service des entreprises et de leur personnel.

RAWBANK oriente son offre commerciale vers les grandes entreprises et les institutionnels, les PME et les professionnels, la clientèle privée (VIP) et les particuliers. Elle a été une des premières banques en RDC à offrir les services de MasterCard et de Visa ; elle est la seule à proposer la carte China Union Pay et permet à ses clients d'ouvrir des comptes en renminbi. Grâce à sa participation au projet « Multipay », la banque donne à ses clients un accès à plus de 300 guichets automatiques bancaires en RDC.

Elle développe aujourd'hui, de manière volontariste, des services innovants de « banque digitale ».

---

Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)

## Le Potentiel - MagEnergy facilite la production de 240 MW au Katanga

13/06/16

MagEnergy, un opérateur du secteur de l'électricité au bénéfice de la République démocratique du Congo vient encore de se signaler en cédant ses droits et les études pour le développement du site de Busanga pour la construction d'un barrage de 240 MW.

Tout s'est fait sous la supervision du Coordonnateur du Bureau de coordination de la coopération sino-congolaise Moïse Ekanga. Après six ans de négociations très serrées, ils ont obtenu de MagEnergy, la cession de ses droits à un regroupement d'entreprises chinoises dans la construction d'une centrale hydroélectrique dans le Lualaba confrontée à un déficit en électricité depuis des lustres et où Sicominex exploite le cuivre et le cobalt pour rembourser les fonds ayant servi à la construction d'infrastructures dans le cadre de Cinq chantiers du chef de l'Etat.

«Nous avons récupéré ce projet de MagEnergy pour le confier au groupement des entreprises chinoises en vue d'accélérer le développement de la centrale hydroélectrique de Busanga d'une capacité de 240 mégawatts. Les négociations ont certes duré, mais aujourd'hui on peut affirmer que le processus a abouti », a confié la cheville ouvrière des 5 chantiers Moïse Ekanga, directeur du Bureau de coordination de la coopération sino-congolaise.

Ekanga a indiqué que l'électricité qui sera produite, sera destinée en priorité à Sicominex (Société sino-congolaise des mines), la joint-venture qui regroupe la société minière d'Etat implantée au Katanga la Générale des carrières et des mines (Gecominex) et le groupement de trois sociétés chinoises regroupées autour d'Exim bank of China.

Selon la convention conclue en 2007 et revue en 2008 suite à des récriminations du FMI et de la Banque mondiale, le remboursement des investissements en infrastructures (routes, hôpitaux, écoles, ...) était garanti par la production minière sur des réserves données par le gouvernement et évaluées à 10 millions de tonnes en cuivre et 6.000.000 en cobalt.

En novembre, lors de la production de sa première cathode de cuivre, Sicominex avait promis de produire 125.000 tonnes par an, jusqu'à atteindre le maximum de 400.000 tonnes. Cette promesse ne peut être tenue qu'avec une production conséquente d'électricité qui fait cruellement défaut dans le Katanga. Un déficit qui s'élève à plus de 1.000 MW, alors qu'à Inga, il n'est pas possible de résorber ce déficit en servant d'autres points de la République.

Il a fallu «plus de six ans d'après négociations» pour que les études de faisabilité de la centrale de Busanga, réalisées par MagEnergy bien connu des Congolais, soient cédées et ouvre la voie à la construction de l'ouvrage pour une production de 240 MW. Selon des études de MagEnergy, le développement du site de Busanga pouvait être assuré par ses soins avec le concours des créanciers qu'elle avait déjà mobilisés.

---

*Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.*

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

Pour M. Georges Kyriakos de Mag Energy, « ce geste est une manière de soutenir les efforts du gouvernement ». Les Congolais se rappellent que MagEnergy est la seule firme qui a mené avec succès une réhabilitation d'une turbine à Inga 2 avec la G23, à un coût faible comparé à ce qui se fait actuellement avec d'autres groupes en réhabilitation. Jusqu'à ce jour, la Snel est encore entrain de se battre avec d'autres partenaires, sans parvenir à remettre un nouveau groupe sur le réseau. Des cadres honnêtes de cette société d'Etat le reconnaissent humblement.

Les besoins en électricité de la Sicominex sont estimés à 170 MW et cette joint-venture tient à s'assurer une fourniture stable et sûre. Le surplus et l'électricité libérée seront réattribués à d'autres miniers et des ménages de Lualaba qui est une province minière par excellence. Depuis février, les entreprises minières congolaises sont victimes de la baisse des cours des matières premières, particulièrement le cuivre.

Premier producteur africain de cuivre (et parmi les premiers mondiaux), le pays connaît depuis 2012 une croissance économique supérieure à 7%, dont le secteur minier – souvent critiqué pour son opacité – est le moteur principal, mais dont les fruits ne sont pas équitablement partagés, comme en témoigne la pauvreté généralisée qui règne dans le pays.

Outre une corruption omniprésente, les groupes miniers présents en RDC doivent composer avec un manque criant d'infrastructures et un déficit énergétique qui entrave leur production.

## Justice et droits humains

### **Le Phare- Sur ordre du PGR : Muyambo retourne à Makala, l'AR proteste**

13/06/16

Le bâtonnier Jean Claude Muyambo, président du SCODE, qui était interné depuis environ trois mois au Centre Hospitalier Caroline dans la commune de la Gombe, est retourné dans sa cellule du CPRK depuis le jeudi 9 juin 2016, sur ordre du procureur général de la République, Flory Kabange Numbi.

Le procureur général de la République lui reproche de se promener à travers toute la ville à Kinshasa au lieu d'être sur son lit de malade.

« Il me revient que le détenu Jean Claude Muyambo, au lieu de se retrouver sur le lit de malade à l'hôpital où il est supposé être, se promène à travers toute la ville de Kinshasa, écrit Flory Kabange Numbi dans une correspondance signée le 9 juin 2016 et adressée au directeur de la Prison centrale de Makala. Par conséquent, il lui demande, dès la réception de la présente de reprendre le prévenu et de le retourner dans son lieu de détention.

---

Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)



MONUSCO

Mission de l'Organisation des Nations Unies  
pour la Stabilisation en République  
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization  
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombe  
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000  
+243 81 890 6000

PROTEGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

Aussitôt, l'Alternance pour la République, plateforme dont Muyambo est membre, est vite monté au créneau pour dénoncer les violations des droits humains par le pouvoir.

Dans un communiqué de presse daté du 9 juin 2016, le porte-parole de l'AR, Philippe Evoloko, accuse le pouvoir de restreindre non seulement l'espace des libertés, mais de contraindre également les opposants à la clandestinité jusqu'à leur priver des droits fondamentaux.

« L'enlèvement du bâtonnier Muyambo de son lit d'hôpital pour être reconduit manu militari au CPRK, a déclaré Philippe Evoloko, est en violation des dispositions des articles 16 et 17 de la Constitution, ainsi que de l'avis contraire de ses médecins, avant de fustiger ces pratiques qui justifient selon lui, la présence prolongée en prison de Diomi, Kyaviro, Christopher Ngoyi ...

Ce regroupement politique dénonce l'acharnement politico-judiciaire contre des opposants et d'autres citoyens qui militent pour le respect de la Constitution, a-t-il rappelé au procureur général de la République qu'il y a des dossiers qui nécessitent des enquêtes judiciaires urgentes, comme les fosses communes de Maluku, les massacres de Beni ...

L'Alternance pour la République prend à témoin l'opinion tant nationale qu'internationale sur toutes ses violations de droits de l'Homme qui ne favorisent pas un climat de confiance et d'apaisement pour une issue heureuse des efforts que déploient la Communauté internationale et des organisations régionales pour aider la RDC à ne pas sombrer dans le chaos.

---

Ce panorama n'est pas un document officiel des Nations Unies. Par conséquent, les opinions qui y sont exprimées ne reflètent ni le point de vue de la MONUSCO, ni celui des Nations Unies. Ce document vous est transmis seulement pour votre information.

*This media monitoring is not an official document of the United Nations. Therefore, opinions expressed herein do not reflect either the point of view of MONUSCO, or that of the United Nations. This document is sent to you only for your information.*

**Peace it!**

[facebook.com/monusco.org](https://facebook.com/monusco.org) | [twitter.com/monusco](https://twitter.com/monusco) | [flickr.com/monusco](https://flickr.com/monusco) | [www.monusco.org](http://www.monusco.org)